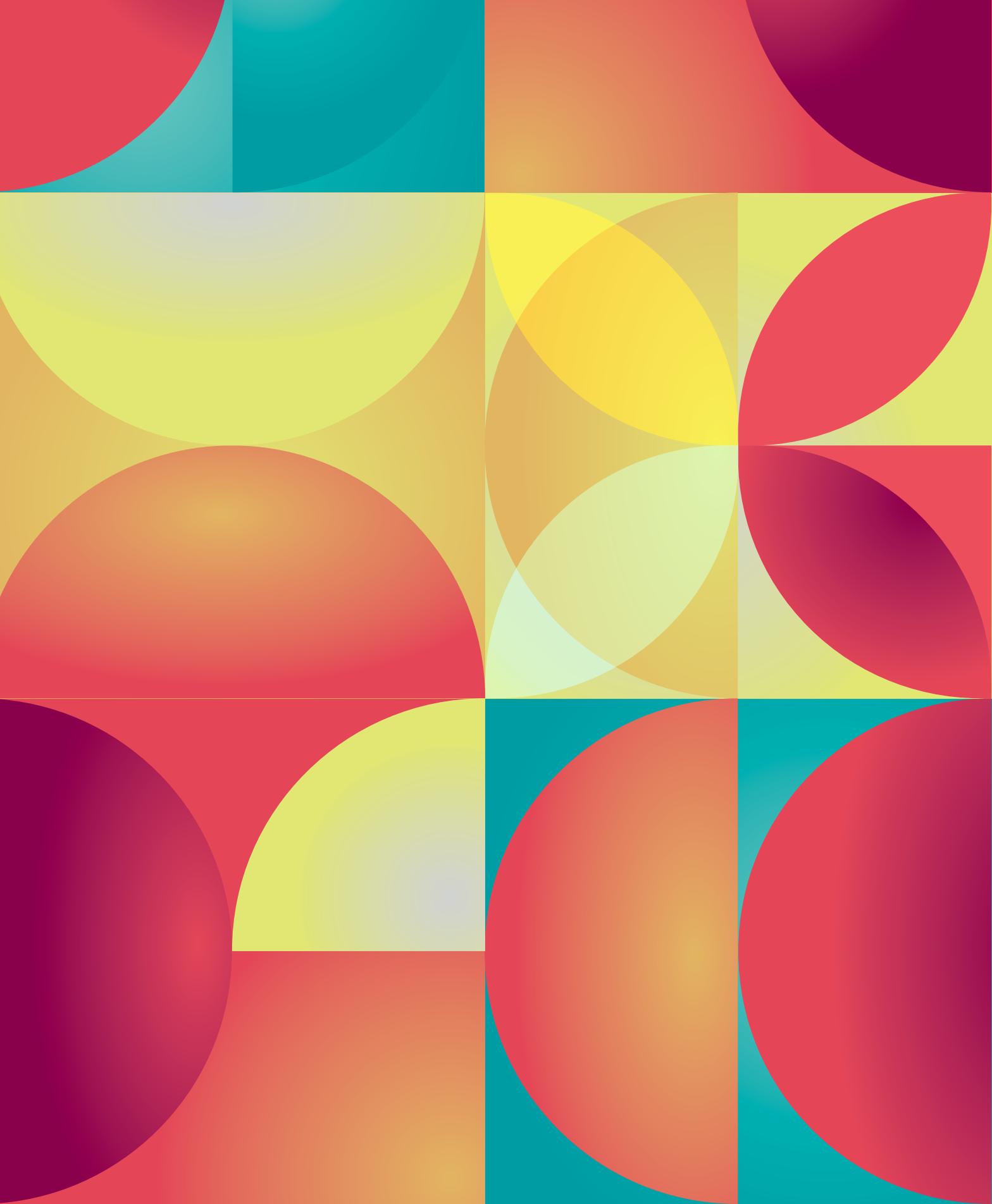





**STDF** | FONDS POUR L'APPLICATION *des* NORMES  
 et le DÉVELOPPEMENT du COMMERCE  
  
 2004 - 2024

**20 ans de commerce  
 sûr au service du  
 développement durable**



# Croissance économique durable,

# réduction de la pauvreté et sécurité alimentaire

Vision du STDF liée aux ODD

La Stratégie 2020-2024 du STDF soutient:



De plus, la stratégie contribue à:



<b>Aperçu</b>	<b>4</b>
<b>Points marquants de 20 ans de commerce sûr</b>	<b>12</b>
<b>20 ans de commerce sûr – faits saillants dans le domaine de la connaissance</b>	<b>26</b>
<b>20 ans de commerce sûr – points forts des projets</b>	<b>48</b>

---

Avant propos	6
Commerce sûr au service du développement durable	8
Chronologie du STDF	10
Principaux résultats	17
Partenariat	20

---

# Table des matières



# Aperçu



# Avant-propos par les partenaires



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



**Maximo Torero Cullen**  
*Économiste en chef*

La FAO, qui est l'un des cinq partenaires fondateurs du STDF, a joué un rôle central dans la concrétisation de la pensée visionnaire concernant les synergies et les partenariats stratégiques essentiels pour garantir le commerce sûr des produits agroalimentaires grâce à l'approche "Une seule santé". Compte tenu de l'interdépendance de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux, de la préservation des végétaux et de la salubrité de l'environnement, les réponses apportées dans le cadre d'"Une seule santé" se fondent sur des mesures sanitaires et phytosanitaires qui empêchent la diffusion des risques et facilitent les échanges. Au moyen de sa plate-forme de partage de connaissances, de ses projets, de l'examen de pistes d'innovation et de l'aide qu'il apporte aux pays en développement pour respecter les normes internationales, le STDF contribue à l'inclusion, à la résilience et à la durabilité dans un contexte de changements climatiques, de transformation dynamique et de défis pour les systèmes agroalimentaires modernes. La FAO se félicite vivement des réussites spectaculaires du partenariat interorganisations unique et multisectoriel que représente le STDF, continue de soutenir le Fonds et lui souhaite plein succès dans les efforts qu'il déploiera après son 20<sup>ème</sup> anniversaire!



Organisation mondiale  
de la santé animale  
Fondée en tant qu'OIE



**Monserrat Arroyo**  
*Directrice générale adjointe,  
Normes internationales et sciences*

En sa qualité de partenaire fondateur du STDF, l'OMSA reconnaît la valeur ajoutée apportée par le Fonds en ce qui concerne l'amélioration de la collaboration en matière de renforcement des capacités SPS en vue d'aider les pays en développement à prévenir et à gérer les maladies animales et les zoonoses, ce qui constitue un bien public mondial. L'OMSA adresse ses félicitations au réseau actif des partenaires, des donateurs, des membres et du secrétariat du STDF à l'occasion de son 20<sup>ème</sup> anniversaire. Nous sommes fiers d'avoir participé, au cours des deux dernières décennies, à l'évolution positive qui en a fait une plate-forme mondiale de coordination et de partage de connaissances permettant de relever les défis persistants et émergents dans le domaine SPS. Ainsi, le STDF offre une voie vers la sécurité alimentaire et le développement économique à de nombreux pays du monde entier. L'OMSA se réjouit de poursuivre sa collaboration avec le partenariat du STDF afin de faciliter un commerce sûr à l'avenir.



**Mona Haddad**  
 Directrice mondiale du pôle  
 Commerce, investissement et  
 compétitivité, Banque mondiale

La Banque mondiale félicite le STDF à l'occasion de son 20<sup>ème</sup> anniversaire. Créé en 2004 avec un financement initial de la Banque mondiale de 0,9 million de dollars EU, le STDF a facilité un commerce sûr et inclusif. Le commerce stimule la croissance économique et les normes internationales font progresser le commerce. La durabilité, la qualité et les normes sanitaires améliorent l'accès aux marchés et la qualité des produits tout en réduisant les effets sur l'environnement. Toutefois, l'apparition de nouvelles prescriptions crée des difficultés pour les petits agriculteurs et les PME des pays en développement. Le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre effective de normes harmonisées est essentiel pour les possibilités de croissance. Les projets du STDF complètent les travaux menés par la Banque mondiale dans les domaines de l'agriculture, du développement du secteur privé, de la facilitation des échanges et de la numérisation. La Banque mondiale se réjouit de poursuivre sa coopération avec le partenariat mondial du STDF.



**Ailan Li**  
 Directeur général adjoint

En sa qualité de partenaire fondateur, l'OMS est fière de célébrer le 20<sup>ème</sup> anniversaire du STDF et reconnaît le rôle fondamental que ce dernier joue dans le renforcement des capacités SPS des pays en développement. Grâce à notre collaboration, nous avons contribué à améliorer les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires, à assurer la protection de la santé des consommateurs et à promouvoir un commerce équitable. Nous avons aussi relevé efficacement les défis SPS, réduit les obstacles au commerce et soutenu la croissance économique. Il convient de noter que les travaux menés par le STDF pour intégrer les perspectives de genre, sur la base du Plan d'action pour l'égalité des genres, tracent la voie à suivre pour amener les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires à être plus inclusifs et à reconnaître le rôle majeur des femmes. L'élaboration du cadre de suivi et d'apprentissage du STDF est également importante pour recueillir des contributions précieuses concernant l'amélioration des pratiques mondiales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. L'OMS attend avec intérêt de faire avancer cette collaboration, en faisant fond sur nos réalisations communes pour favoriser le développement durable et obtenir des résultats tangibles au cours des années à venir.



**Jean-Marie Paugam**  
 Directeur général adjoint, OMC

L'OMC est fière d'héberger le secrétariat du STDF et de constater les résultats impressionnants obtenus au cours des 20 dernières années. Les travaux menés par le Fonds pour soutenir la facilitation du commerce sûr ont aidé les gouvernements des pays en développement et le secteur privé, y compris les MPME, à participer au commerce et à en tirer parti.

Au moyen de son portefeuille de projets, de ses travaux liés à la connaissance et de sa plate-forme mondiale, le Fonds soutient fermement le Programme d'Aide pour le commerce de l'OMC. De manière déterminante, il a aidé les petits producteurs à exporter vers les marchés régionaux et internationaux. L'OMC attend avec intérêt de poursuivre le dialogue avec le STDF afin que les gains tirés du commerce puissent être plus largement partagés.

## Commerce sûr au service du développement durable

Le partenariat du STDF est aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était à sa création. Dans le monde actuel, les menaces pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux continuent de dépasser les frontières, tandis que les changements climatiques ainsi que les conflits et l'insécurité grandissants rendent les populations de plus en plus vulnérables. Permettre aux pays en développement de tirer parti du commerce représente donc toujours un défi de taille. Le STDF, qui fonctionne depuis plus de deux décennies, définit une trajectoire claire vers un commerce sûr et favorise le développement durable et la croissance dans les communautés et les pays du monde entier. Le Fonds, qui menait, avec un financement initial de la Banque mondiale, un nombre de projets limité au cours des années qui ont suivi immédiatement sa création, est devenu une plate-forme mondiale, un pôle de connaissances et un catalyseur de l'innovation, qui finançait 250 projets et dons pour l'élaboration de projets à la fin de 2023. Les évaluations montrent que le soutien généreux des donateurs du STDF permet un fort rendement de l'investissement qui uniformise les règles du jeu, y compris pour les PMA, qui reçoivent plus de 40% du soutien. Au cours des 5 dernières années, le nombre de demandes de financement pour trouver des solutions innovantes et collaboratives aux problèmes SPS a plus que triplé, avec un record de 140 demandes reçues par le STDF en 2023. Dans le contexte mondial actuel, il existe également des possibilités. Les progrès réalisés concernant les nouvelles technologies transforment le développement et le commerce des produits agricoles, tandis que la croissance de l'emploi dans les MPME accroît le potentiel économique. À cet égard, le développement de solutions SPS innovantes et la fourniture d'un soutien catalyseur à un plus grand nombre de pays – qui ne sont pas encore en mesure de tirer parti de ces derniers avantages – restent fondamentaux. Les pays en développement comptent sur le partenariat mondial du STDF pour continuer de faciliter un commerce sûr, contribuant aux objectifs mondiaux et profitant aux populations sur le terrain.



*Par la présente déclaration, nous informons ... que nous nous engageons à renforcer la capacité des pays en développement de participer effectivement à l'élaboration et à l'application des normes internationales et de tirer pleinement parti des possibilités commerciales.*

FAO, OMSA, Banque mondiale, OMS, OMC – Déclaration conjointe ayant conduit à la création du STDF  
Conférence ministérielle de l'OMC, Doha, 2001

## Développement du partenariat

Le STDF a pour origine une déclaration publiée conjointement par les Chefs de secrétariat de la FAO, de l'OMSA, du Groupe de la Banque mondiale, de l'OMS et de l'OMC à la Conférence ministérielle de Doha en novembre 2001. Au cours des 20 dernières années, le partenariat s'est élargi par l'intermédiaire des groupes de travail, des groupes de professionnels dirigés par des experts et de la coopération avec de nouveaux partenaires. Bien qu'il soit relativement petit en termes financiers, le STDF a une vaste portée et continue d'obtenir des résultats importants, car il est devenu une plate-forme ouverte et collaborative qui contribue à donner une place au renforcement des capacités SPS dans le cadre de l'approche plus large "Une seule santé" et de la transformation des systèmes alimentaires, pour offrir des avantages à tous.

## Suivi des résultats

Au cours de la dernière décennie, le STDF a davantage mis l'accent sur la gestion axée sur les résultats. Sur la base du cadre de S&E de 2015, le cadre MEL de 2020 a accordé davantage d'importance à la gestion des risques et à la présentation des résultats en lien avec le commerce et les objectifs mondiaux. Le déploiement de l'outil MEL de collaboration en ligne a permis d'améliorer la manière dont les données et les renseignements sur les résultats sont communiqués et gérés; au cours des cinq dernières années, des indicateurs relatifs au genre et à l'environnement ont aussi été introduits. Le réseau du STDF a joué un rôle clé dans la mise en place et la fourniture des avantages liés à la gestion axée sur les résultats.

## Axe de la durabilité

L'inclusion et la durabilité sont des pierres angulaires des travaux du STDF, qui ont pris une place plus importante dans l'ordre du jour ces dernières années, la Stratégie 2020-2024 ayant mis l'accent sur l'octroi des avantages du commerce à un plus grand nombre de personnes. La mise en œuvre du Plan d'action pour l'égalité des genres du STDF en 2023 a marqué une étape importante et a pesé dans le dialogue mondial sur l'intégration des questions de genre dans la facilitation d'un commerce sûr. Les connaissances et les apprentissages récents ont quant à eux amené le STDF à préconiser le renforcement des systèmes SPS pour protéger la biodiversité et favoriser l'adaptation et la résilience face aux changements climatiques. La stratégie à venir renouvellera l'engagement du STDF en faveur des populations, de la prospérité et de la planète.

## Adaptation au changement

Il y a cinq ans, alors que les ondes de choc de la COVID-19 se faisaient ressentir dans le monde entier, le STDF a continué de soutenir les pays les plus affectés et de consolider les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux. Le partenariat s'est adapté pour comprendre les nouvelles réalités, a mis à jour le système de présentation de rapports sur la gestion des risques et a mis en place des solutions numériques pour obtenir des résultats dans l'ensemble du portefeuille de projets. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, en réponse à la pandémie, un projet visant à renforcer la capacité des laboratoires à dépister les maladies animales a été adapté temporairement pour dépister la COVID-19. Tout au long de la pandémie, le réseau du STDF est resté connecté et a élargi la collaboration intersectorielle par l'intermédiaire des groupes de travail hybrides et de séminaires en ligne de partage des connaissances. De nombreuses pratiques sont toujours en place aujourd'hui, afin de pérenniser le commerce sûr pour tous.

# Chronologie du STDF: 2001 - 2024



## 2001 - 2007

STDF - mise en place des fondements



## 2008 - 2014

STDF - se développer pour réussir



- 2010 – Note d'orientation pour la présentation des demandes
- 2009 – Avancement des travaux liés à la connaissance du STDF
- 2009 – Projets de plus en plus fondés sur la demande
- 2008 – Deuxième évaluation externe du programme
- 2008 – Élargissement du secrétariat du STDF
- 2007 – 2011 – Stratégie à moyen terme du STDF
- 2007 – Approbation des règles de fonctionnement du STDF
- 2007 – Lancement du premier site Web du STDF
- 2006 – Adhésion des trois premiers experts des pays en développement
- 2005 – Première évaluation externe du programme
- 2004 – Objectif de financement de 40% pour les PMA
- 2004 – Premières contributions des donateurs au Fonds d'affectation spéciale
- 2004 – Approbation du plan d'activité du STDF et établissement formel de la structure de gouvernance
- 2003 – Approbation des premiers projets
- 2003 – Première réunion du Groupe de travail
- 2002 – Établissement d'un secrétariat intérimaire
- 2002 – Allocation de 100 000 CHF par l'OMC
- 2002 – Approbation par la Banque mondiale d'un financement initial de 900 000 USD sur trois ans
- 2001 – Déclaration conjointe de Doha par la FAO, l'OMSA, l'OMS, la Banque mondiale et l'OMC



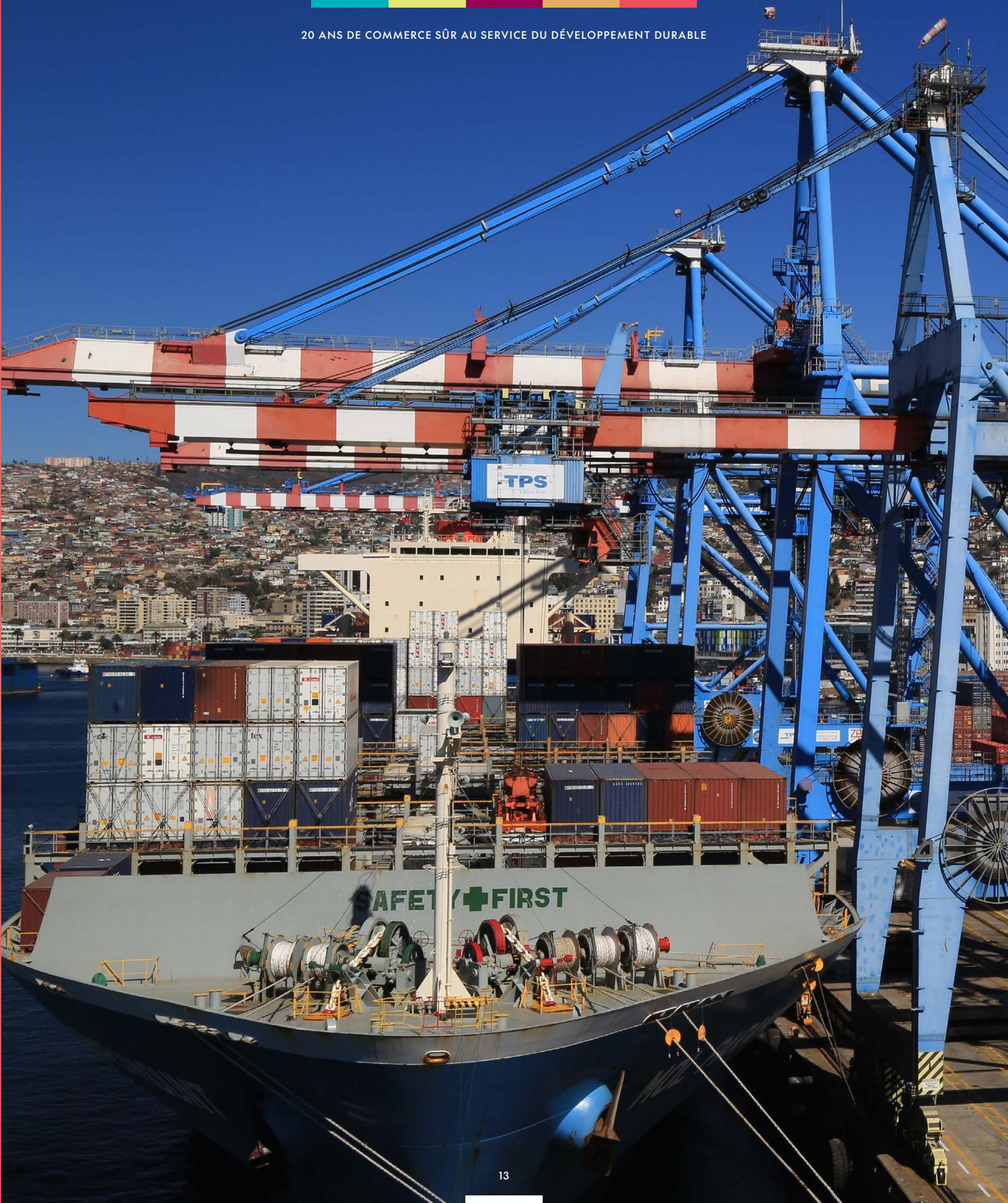
## 2015 - 2024

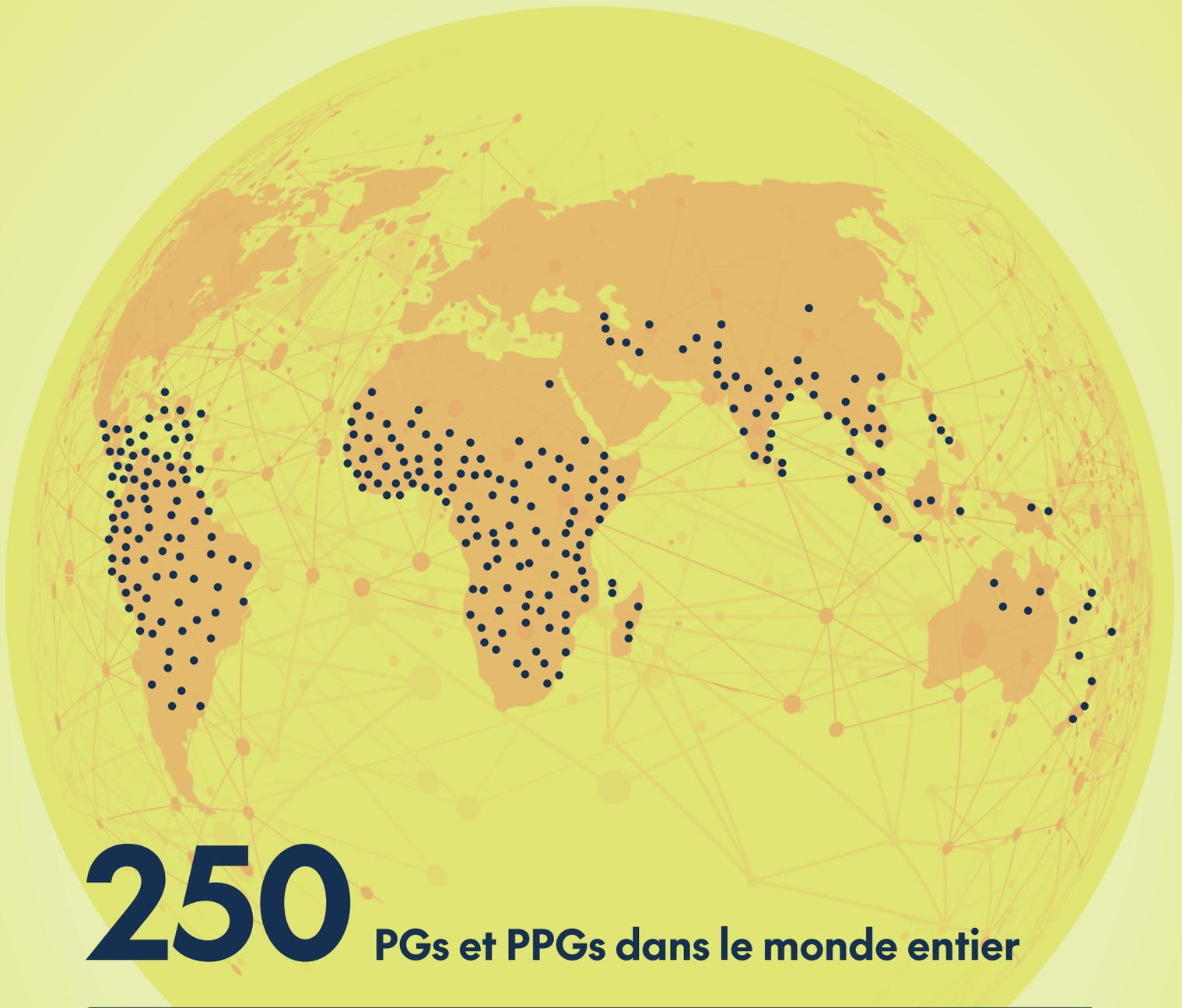
### STDF - de réussite en réussite



- 2024 – Élaboration de la Stratégie du STDF pour 2025 - 2030
- 2024 – Actualisation du site Web
- 2024 – Cinquième évaluation externe du programme
- 2020 – Lancement des groupes de professionnels
- 2020 - 2021 – Gestion des risques liés à la COVID-19
- 2020 – Relèvement de l'objectif du financement annuel à 7 millions de dollars EU
- 2020 - 2024 – Stratégie du STDF liée aux ODD, cadre MEL et Plan de communication
- 2019 – Quatrième évaluation externe du programme
- 2016 – Premier Plan de communication
- 2015 – Premier cadre de suivi et d'évaluation
- 2015 – Intérêt accru pour la gestion axée sur les résultats
- 2015 – Passage à six experts des pays en développement
- 2015 - 2019 – Stratégie à moyen terme du STDF et objectif de financement annuel de 5 millions de dollars EU
- 2014 – Lancement du nouveau site Web
- 2014 – Troisième évaluation externe du programme
- 2013 – Élargissement du secrétariat du STDF
- 2012 - 2016 – Stratégie à moyen terme du STDF

# Points marquants de 20 ans de commerce sûr





Asie-Pacifique

61



Amérique Latine et Caraïbes

44



Afrique

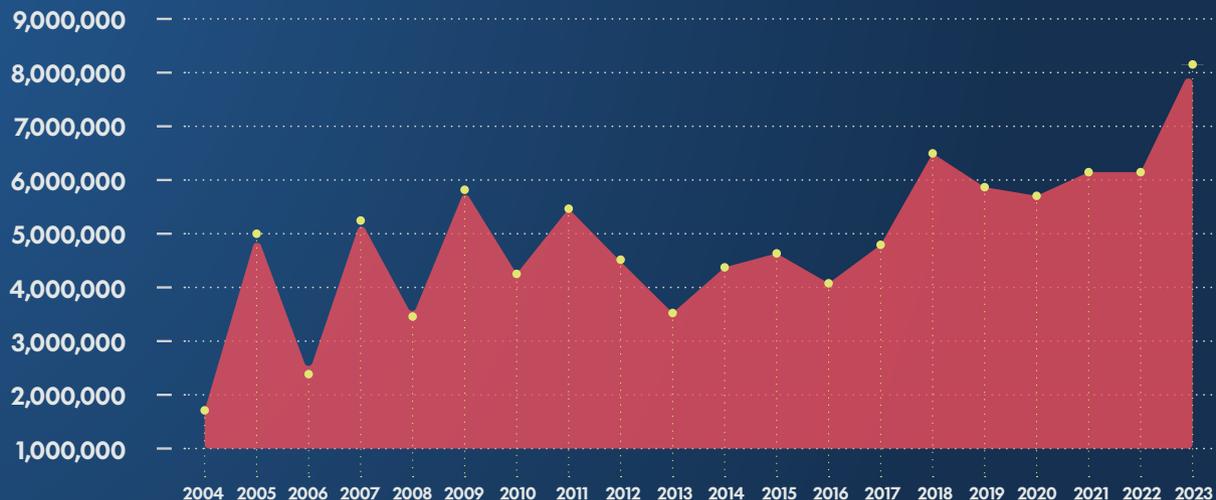
123



Mondiaux & Autres régions

22

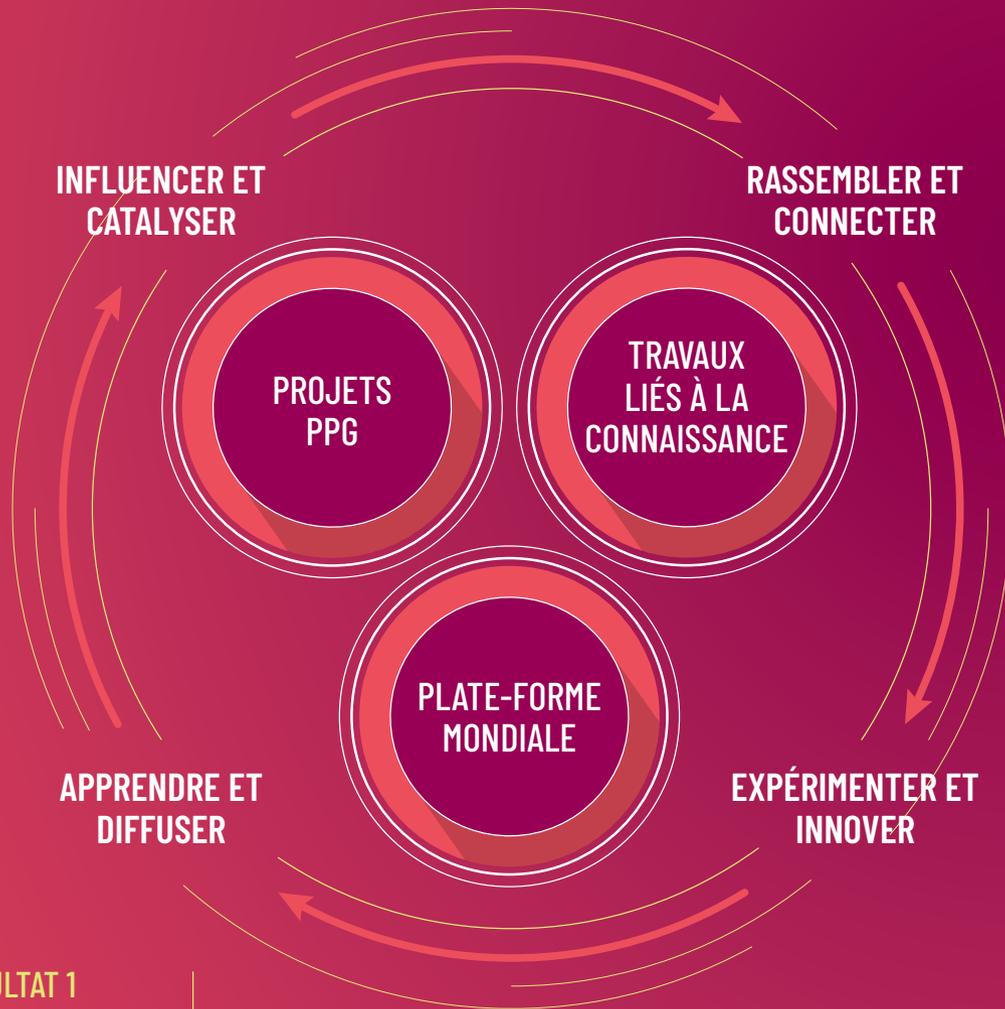
## Contributions des donateurs du STDF (US\$)



## Rôle du STDF dans la mobilisation des ressources (US\$)



# Théorie du changement du STDF



## RÉSULTAT 1

Plus de synergies et de collaboration pour apporter des améliorations dynamisantes en matière SPS dans les pays en développement

## OBJECTIF PROGRAMMATIQUE

Capacités SPS accrues et durables dans les pays en développement

## COMMERCE SÛR FACILITÉ

Croissance économique durable, réduction de la pauvreté et sécurité mentale

## RÉSULTAT 2

Accès et recours accrus aux bonnes pratiques et aux produits de connaissance aux niveaux mondial, régional et national

# Principaux résultats

Pour les petits agriculteurs, les producteurs, les négociants et les gouvernements des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), la capacité de se conformer aux normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux ainsi qu'aux autres prescriptions commerciales ouvre la porte des marchés mondiaux et régionaux de produits alimentaires et agricoles. Cela offre des possibilités d'ajouter de la valeur dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement et de promouvoir une croissance plus inclusive, ce qui crée des emplois, accroît les revenus et garantit des moyens d'existence à la population. Au cours des 20 dernières années, 5 évaluations du programme ont déterminé que le STDF était adapté pour produire des résultats essentiels pour améliorer les capacités SPS des pays en développement et faciliter un commerce sûr, tout en favorisant un développement inclusif et durable. Les contributions des donateurs au Fonds ont continué d'afficher une tendance à la hausse, avec un record de 9,7 millions d'USD reçus en 2023. Le STDF a quant à lui mobilisé 40,0 millions d'USD de ressources du secteur public et du secteur privé pour soutenir son portefeuille, qui était composé de 250 projets et PPG à la fin de 2023. Depuis 2003, les PMA continuent de bénéficier le plus des ressources du STDF, à un niveau supérieur à l'objectif de 40%; en effet, ils ont reçu 43,8 millions d'USD. Comme indiqué dans l'évaluation externe de 2024, axer la stratégie du STDF sur le commerce sûr et l'aligner sur les objectifs mondiaux a contribué à placer la durabilité au cœur des travaux du Fonds.



# Points de vue

*L'amélioration des capacités SPS est un élément essentiel de la solution visant à nous aider à industrialiser, à transformer et à diversifier notre économie, dans l'intérêt de notre population. Le partenariat mondial du STDF aide les PMA à améliorer leurs capacités SPS et à promouvoir un commerce plus sûr et plus inclusif.*  
**Talha Mahamat Alim, ancien coordonnateur, Groupe des PMA à l'OMC**

*La Norad est fière de soutenir le STDF dans ses travaux, afin de renforcer les capacités des PMA et de leur permettre de participer à un commerce sûr, ce qui est l'une des clés de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.*  
**Bård Vegar Solhjell, Directeur général de la Norad**

*Le STDF est de plus en plus reconnu comme fournissant un excellent soutien, unique en son genre, pour le renforcement des systèmes de sécurité alimentaire des pays en développement et l'amélioration du commerce transfrontières de produits agricoles et alimentaires. En particulier à l'heure actuelle, la consolidation des dispositifs alimentaires régionaux est essentielle.*  
**Marcel Vernooij, ancien Représentant permanent adjoint des Pays-Bas auprès de l'OMC**

*La Finlande estime que le commerce international a un rôle essentiel à jouer pour aider à faire reculer la pauvreté et pour promouvoir la croissance économique dans le monde après la pandémie. Par notre contribution au STDF, nous souhaitons aider les pays en développement et les PMA à tirer pleinement parti du système commercial mondial fondé sur des règles et à participer plus efficacement au commerce international.*  
**Kirsti Kauppi, ancienne Ambassadrice de la Finlande auprès de l'OMC**

*En renouvelant son soutien, l'Irlande confirme sa détermination à renforcer la participation des PMA et des petites économies vulnérables aux travaux de l'OMC et aux marchés mondiaux.*  
**Michael Gaffey, ancien Ambassadeur de l'Irlande auprès de l'OMC**

# Points marquants des évaluations externes du STDF

## Évaluation, 2024

*"Le STDF a renforcé les capacités SPS des pays en développement, comme le montrent les contributions à la législation, aux stratégies, aux structures et/ou aux processus relatifs au domaine SPS, et a amélioré la mise en œuvre des mesures axées sur le commerce visant à faire respecter la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la préservation des végétaux et la santé des animaux."*

*Le STDF "a donné des résultats significatifs et concrets" et "les pays et secteurs ciblés par le soutien du STDF ont enregistré une croissance des exportations de végétaux, d'animaux et de produits alimentaires plus importante que celle de leurs équivalents".*

## Évaluation, 2019

*"Le STDF répond aux besoins des pays en développement en mettant l'accent sur le renforcement des capacités SPS afin de faciliter et libérer les échanges. Le STDF et son secrétariat ont produit des résultats dépassant les attentes compte tenu du budget et des ressources dont ils disposent."*

## Évaluation, 2014

*"Les résultats sont remarquables et témoignent du bon fonctionnement du ... Groupe de travail du STDF et de l'efficacité du soutien fourni par le secrétariat du Fonds. Les projets ont été considérés comme étant très bien adaptés aux besoins des bénéficiaires et aux politiques des partenaires et des donateurs."*

## Évaluation, 2008

*"Globalement, les résultats sont jugés bons et, dans nombre de domaines importants, très bons. Le secrétariat a obtenu d'excellents résultats. Le STDF utilise ses ressources de manière efficace et rationnelle."*

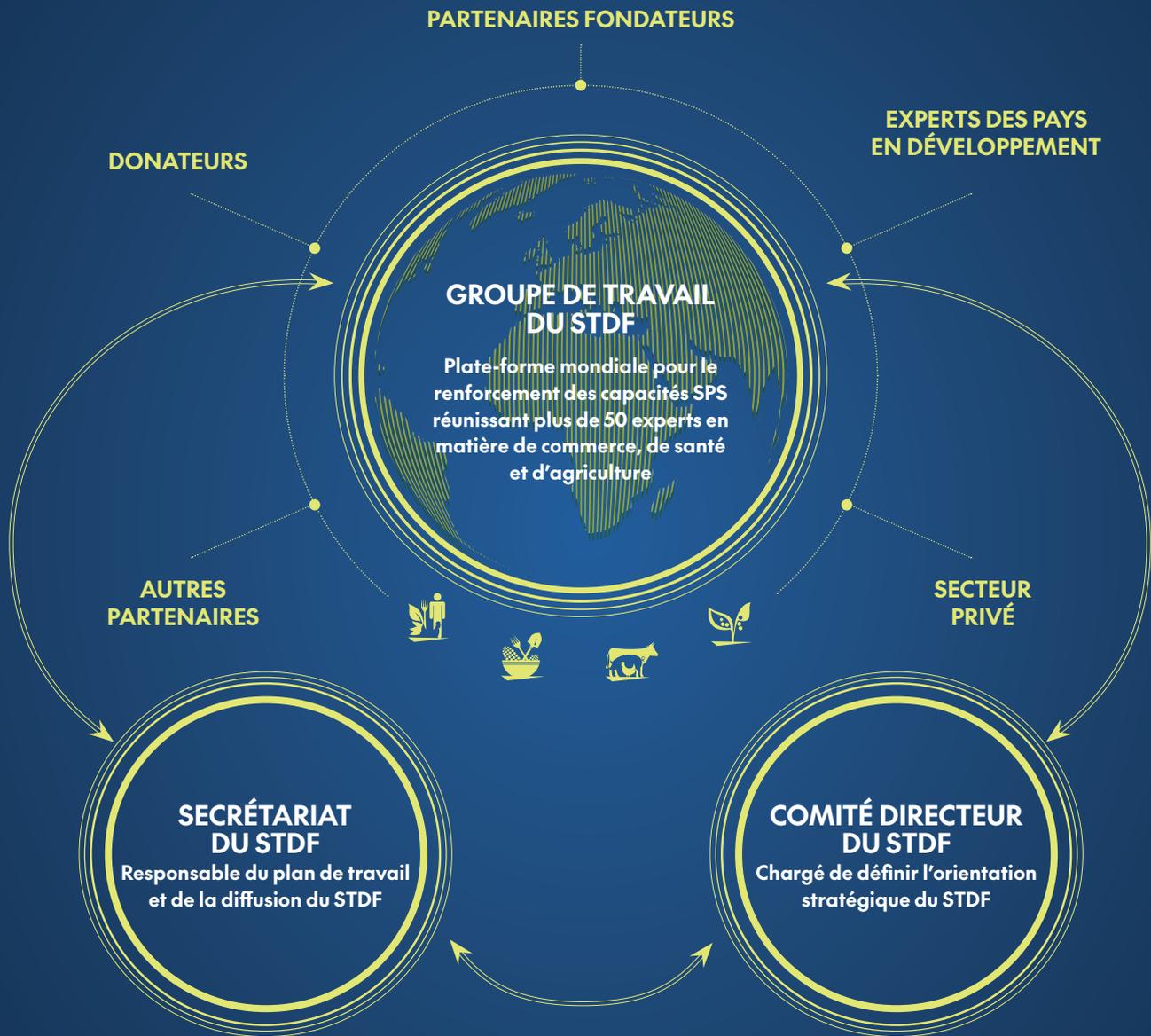
## Évaluation, 2005

*"En tant qu'initiative clairement ciblée, le STDF a divers arguments de vente uniques. Le STDF a obtenu de bons résultats, et se trouve maintenant à un tournant décisif. Il doit définir son orientation future à mesure qu'il acquiert de la maturité."*

 Pour en savoir plus

# Le partenariat

Le partenariat mondial du STDF rassemble diverses parties prenantes des secteurs de l'agriculture, de la santé, du commerce et du développement. Il encourage une action collaborative et cohérente visant à promouvoir un commerce sûr à l'appui des objectifs mondiaux, en s'appuyant sur les compétences techniques de vaste portée de ses membres. Les partenaires fondateurs du STDF sont la FAO, l'OMSA, la Banque mondiale, l'OMS et l'OMC, y compris les secrétariats du Codex et de la CIPV. À partir de ces cinq partenaires fondateurs, le STDF s'est régulièrement élargi et comprend désormais dans son réseau des donateurs, des experts des pays en développement, des organismes gouvernementaux, des organisations régionales et internationales, des ONG, des universités et instituts de recherche, et le secteur privé, y compris des associations professionnelles. Le Groupe de travail se réunit deux jours deux fois par an, sous la direction d'un président qui change chaque année par roulement. Le STDF partage ses connaissances et ses bonnes pratiques avec les délégués par l'intermédiaire du Comité SPS, du Comité du commerce et du développement, de l'Aide pour le commerce et du Groupe de travail informel sur les MPME de l'OMC ainsi d'autres réunions menées par d'autres partenaires. Grâce à la valeur ajoutée générée par tous ses partenaires, qui travaillent aux côtés des pays en développement, le STDF continue d'apporter une contribution positive et durable en faveur d'un commerce sûr et inclusif dans le monde entier.



# Points de vue

*Le partenariat du STDF représente un réseau dynamique, qui recoupe différents secteurs et domaines techniques pour faciliter un commerce sûr qui profite aux pays du Sud. Cette année marque le 20<sup>ème</sup> anniversaire du Fonds, ce qui témoigne de l'incidence et de la détermination de ce partenariat.*

**Gillian Mylrea, OMSA et ancienne Présidente du Groupe de travail**

*Il s'agit d'un domaine en constante évolution: nouveaux aliments, nouvelles cultures, nouveaux parasites, nouvelles pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de préservation des végétaux et de santé des animaux. Le STDF contribue à l'approche "Une seule santé" et à la création de possibilités commerciales plus équitables pour tous.*

**Tom Heilandt, Codex/FAO et ancien Président du Groupe de travail**

*Le rôle de chef de file joué par le STDF, qui réunit les principaux acteurs mondiaux afin de favoriser la collaboration multisectorielle, l'innovation et le renforcement des capacités SPS dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, est essentiel pour donner effet à cette priorité et contribuer à rendre l'offre alimentaire plus sûre.*

**Luz De Regil, OMS**

*Le STDF a été l'une des premières initiatives à montrer que nous pouvions encore travailler efficacement et rassembler la communauté mondiale [après la COVID 19] ... Cette volonté et cette capacité de s'adapter joueront un rôle central dans l'aptitude du Groupe de travail à aider efficacement à orienter les travaux du STDF.*

**Julie Emond, ancienne membre de la Mission permanente du Canada auprès de l'OMC et ancienne Présidente du Groupe de travail**

*Bien que nous ayons tous nos propres priorités et intérêts, les organisations qui participent au partenariat du STDF se retrouvent car elles reconnaissent la valeur ajoutée de la collaboration pour soutenir nos objectifs communs.*

**Nicola Bauman, Département australien des affaires étrangères et du commerce**



En savoir plus

# 13

**Comité directeur**  
Réunions tenues entre  
2006 et 2024

# 50

**Groupe de travail**  
Réunions tenues entre  
2003 et 2024

2003-4

# 10

participants  
(uniquement  
les partenaires  
fondateurs) à  
chaque réunion  
du Groupe de travail



2023-4

# 50

participants  
(partenaires fondateurs,  
donateurs, experts des  
pays en développement  
et autres membres)  
à chaque réunion

## Présidents des groupes de travail 2023-2024

**2003** Mai/Novembre: **Ezzeddine Boutrif** (coprésident FAO) et **John Wilson** (coprésident Banque mondiale)/**Ezzeddine Boutrif** (coprésident FAO) et **Kees van der Meer** (coprésident Banque mondiale)WB)

**2004** Mars/Septembre: **Kees van der Meer** (Banque mondiale)

**2005** Mars/Septembre: **Kees van der Meer** (Banque mondiale)

**2006** Février/Juin/Octobre: **Ezzeddine Boutrif** (FAO)

**2007** Mars/Juin/Novembre: **Jorgen Schlundt** (OMS)/Margaret Miller (OMS)/Dewan Sibartie (OMSA)

**2008** Avril/Juin/Octobre: **Sarah Kahn** (OMSA)

**2009** Février/Juin/Décembre: **Sofie H. Flensburg** (Danemark)/Rien Huige (Pays-Bas)

**2010** Mars/Juillet/Octobre: **Rien Huige** (Pays-Bas)

**2011** Mars/Juin/Octobre: **Thomas Westcot** (États Unis – USDA)

**2012** Mars/Octobre: **Hugo Cameron** (Canada)/**Lars Børresen** (Norvège)

**2013** Mars/Octobre: **Lars Børresen** (Norvège)

**2014** Mars/Octobre: **Craig Fedchock** (CIPV)

**2015** Mars/Octobre: **Kazuaki Miyagishima** (OMS)

**2016** Mars/Octobre: **Sun Biney** (Suède)

**2017** Mars/Octobre: **Renata Clarke** (FAO)

**2018** Mars/Octobre: **Paolo Garzotti** (UE)

**2019** Mars/Octobre: **Loraine Ronchi** (Banque mondiale)

**2020** Avril/Octobre: **Julie Emond** (Canada)

**2021** Mars/Octobre: **Tom Heilandt** (Codex)

**2022** Juin/Novembre/Décembre: **Kelly J. McCormick** (États-Unis – FDA)

**2023** Juin/Novembre: **Gillian Mylrea** (OMSA)

**2024** Juin/Novembre: **Sarah Brunel** (CIPV)

## Experts des pays en développement

---

**6** experts en poste  
**38** anciens experts  
dans le monde  
(2006-2024)

---

Le partenariat du STDF comprend un groupe spécifique de 44 experts en poste et anciens experts des pays en développement basés dans chaque région et respectant l'équilibre général entre hommes et femmes. Les experts sont normalement renouvelés tous les deux ans et jouent un rôle clé dans le partage des connaissances techniques dans le domaine SPS, l'examen des demandes de financement et la promotion des travaux du STDF dans les instances régionales et internationales. Les anciens experts sont des ambassadeurs actifs du STDF, qui diffusent des connaissances et des enseignements au sein de leurs réseaux. Cela encourage les synergies et les liens avec les initiatives dans leurs régions, ce qui accroît encore la portée et les résultats.

---



## Afrique

Martin Kimanya  
 MaryLucy Oronje  
 Lucy Namu  
 Unesu Ushewokunze-Obatolu  
 Ameha Sebsibe Woldemariam  
 Martha Byanyima  
 Nagat El Tayeb  
 G. J. Benoit Gnonlonfin  
 Maputa Agnes Kamulete  
 Kenneth Msiska  
 Stella Oraka  
 Washington Otieno  
 Jennifer Rathebe  
 Babacar Samb  
 Herbert Schneider



## Asie-Pacifique

Nime Kapo  
 Mary Grace Mandigma  
 Sithar Dorjee  
 Visoni Timote  
 Sanjay Dave  
 Davinio Catbagan  
 Talei Fidow-Moors  
 Isa Kamarudin  
 Ravi Khetarpal  
 Larry Lacson  
 Chaweenwan Leowijuk  
 Shashi Sareen  
 Sidney Suma  
 Merriam Toalak  
 Batsukh Zayat



## Amérique Latine et Caraïbes

Rommel Betancourt  
 Jaime Romero  
 Mirian Bueno  
 Rogério Pereira da Silva  
 Delilah Cabb  
 Carmela Castillo  
 Carlos Correa Messuti  
 Guilherme Antonio da Costa Jr  
 Lissette Gomez Rodriguez  
 Magda Gonzalez Arroyo  
 Michèle Paultre  
 Antonieta Urrutia-Anabalón  
 Maria Clara Vidal  
 Sanniel Wilson

# 20 Ans de commerce sûr – faits saillants dans le domaine de la connaissance





## Activités du STDF 2004-2023

# 70

activités sur des  
travaux/projets liés  
à la connaissance



## Produits de connaissance du STDF

# 40

Publications/Notes  
d'information

# 5

Films

# 125

Articles

# 3,775+

Abonnés

# Présentation des travaux liés à la connaissance

En rassemblant des parties prenantes dans le cadre de travaux liés à la connaissance et en tirant des enseignements de l'innovation, le STDF a catalysé les travaux de renforcement des capacités SPS à l'échelle mondiale. La participation au STDF a permis à ses membres d'obtenir ensemble des résultats plus efficaces et durables que ceux qu'ils obtiendraient individuellement.

Au cours de ces 20 dernières années, le STDF a élaboré, diffusé et mis à jour un vaste corpus de ressources de connaissances qui a reçu un bon accueil et a influencé la compréhension commune et la voie à suivre dans les domaines prioritaires liés aux questions SPS. On y trouve une collection de plus de 45 publications, notes d'information et films portant sur des outils d'évaluation des capacités, des approches fondées sur des données probantes, des partenariats public-privé, la réduction des coûts du commerce, la certification électronique, les bonnes pratiques réglementaires, l'égalité des genres et l'environnement. Les premiers travaux liés à la connaissance traitaient de sujets comme les indicateurs SPS, les bonnes pratiques SPS et les déficits de financement, les changements climatiques et les espèces exotiques envahissantes, les cadres SPS régionaux en Afrique et les retombées intérieures du renforcement des capacités SPS.

Le STDF a enrichi ses connaissances en tirant des enseignements de ses quelque 250 projets pilotes,

ainsi que de séances d'apprentissage souvent organisées avec l'ensemble des partenaires. Dans le même temps, les connaissances et les bonnes pratiques du STDF (y compris en matière de PPP, de BPR et d'intégration de questions transversales) alimentent l'innovation dans le cadre des projets et des travaux menés par les membres du partenariat.

Ces dernières années, grâce au renforcement des activités de communication et de sensibilisation, les supports de connaissances sont transmis aux parties prenantes lors d'activités mondiales et régionales et par l'intermédiaire d'un site Web tenu à jour. Cela a favorisé une adoption et une utilisation accrues de bonnes pratiques parmi les pays en développement du monde entier, comme le cadre P-IMA du STDF pour une approche fondée sur des données probantes, qui a été adopté par des organisations telles que TradeMark Africa et le CABI. Depuis 2020, le STDF accueille également des groupes de professionnels – sur la certification électronique, les PPP et le cadre P-IMA – afin de favoriser des échanges poussés de meilleures pratiques et la collaboration, approfondissant ainsi le dialogue mondial sur les mesures visant à faciliter un commerce sûr et inclusif.

# Points de vue

*Le STDF, par l'intermédiaire de ses PPG et de ses produits de connaissance, sert d'incubateur d'idées innovantes dont nous pouvons nous servir pour le renforcement, l'élargissement et l'application de nos programmes.*

**Betsy Baysinger, USDA**

*Les travaux du STDF liés à la connaissance appuient les efforts déployés par la CUA pour contribuer à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine dans un but d'accroissement du commerce intra-africain.*

**M. Godfrey Bahigwa, Commission de l'Union africaine**

*Nous apprécions beaucoup les travaux que mène le STDF sur des domaines thématiques transversaux, lorsqu'il rassemble ses partenaires, s'appuie sur leurs compétences techniques et s'emploie à renforcer les capacités SPS de manière plus générale.*

**Remco Vahl, Mission permanente de l'Union européenne auprès de l'OMC**

*Nous sommes des membres actifs du STDF. Avec le Fonds, nous disposons d'une vaste mine d'expérience institutionnelle. Nous constatons que les choses prennent de l'ampleur à mesure que les connaissances générées s'alignent sur le portefeuille d'investissement de la Banque mondiale. Les travaux menés par le STDF sont d'un grand sérieux.*

**Chris Brett, Spécialiste principal de l'agro-industrie, Banque mondiale**

*Nous salvons le travail fructueux qu'accomplit le STDF en approfondissant les connaissances et en renforçant les capacités des pays en développement dans le domaine des LMR pour les pesticides. Nous collaborerons au sein du Comité SPS en vue de mesurer l'efficacité des mesures volontaires et du travail qu'accomplit le STDF pour répondre aux préoccupations commerciales liées aux produits alimentaires et agricoles, et de proposer d'autres mesures concertées et consensuelles, selon qu'il convient.*

**Déclaration conjointe de 17 Ministres, Conférence ministérielle de l'OMC de 2017**

*Lors de l'atelier qu'il a organisé en mars 2023, le STDF a transmis de précieux enseignements tirés de ses travaux, qui peuvent être utilisés par les membres du Comité SPS pour le renforcement des capacités SPS à l'échelle mondiale. Nous avons pu voir comment les expériences pratiques du STDF peuvent soutenir la suite donnée à la Déclaration de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12) "Relever les défis SPS du monde moderne", qui vise à renforcer la mise en œuvre de l'Accord SPS et à faciliter un commerce sûr.*

**Joanna Grainger, ancienne déléguée SPS (Australie) et coresponsable du groupe thématique SPS n° 5**

# Films du STDF



## Façonner un monde plus sûr

(2021)

*La sécurité sanitaire est d'une importance cruciale, depuis ce que nous mangeons jusqu'à notre façon de travailler et de faire des affaires. Sans une trajectoire claire vers un commerce sûr, la poursuite du développement et de la croissance dans les communautés et les pays est menacée. Comment pouvons-nous agir aujourd'hui afin d'investir dans la reprise en faveur d'un monde plus sûr? À quoi ressemble ce monde? Qui commence à le façonner?*

 Pour en savoir plus



## Cacao: la filière gourmande

(2016)

*Suivez le voyage de la petite fève de cacao de la plantation tropicale à l'un des produits les plus appréciés du monde, le chocolat. Découvrez comment, dans la chaîne de valeur mondiale d'aujourd'hui, les capacités sanitaires et phytosanitaires contribuent à ce que les cacaoyers soient exempts de parasites et de maladies et à ce que le chocolat soit sans risque pour les consommateurs.*

 Pour en savoir plus



## Solutions pour la sécurité du commerce

(2015)

*Regardez comment le Chili, le Pérou et la Colombie ont accéléré les flux d'échanges transfrontières de marchandises, tout en empêchant la propagation de parasites ou de maladies chez les animaux et les végétaux et en garantissant l'innocuité des produits alimentaires pour le consommateur.*

 Pour en savoir plus



## Un commerce en toute sécurité

(2009)

*Le commerce des produits alimentaires stimule la croissance des revenus. Mais pour en profiter pleinement, les pays doivent répondre aux exigences sanitaires et phytosanitaires. Des reportages au Bénin, au Belize, en Thaïlande et au Viet Nam montrent comment relever le défi.*

 Pour en savoir plus

# Outils d'évaluation des capacités



## Chronologie



## Historique

Investir dans les biens publics mondiaux liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, à la santé animale et à la préservation des végétaux est crucial à l'heure où les crises internationales envoient des ondes de choc qui mettent en péril le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. La mise en place de systèmes SPS solides permet aux pays en développement d'accroître leur résilience tout en continuant à protéger la santé publique, ainsi qu'à obtenir et à maintenir un accès aux marchés et au commerce. Au cours des 20 dernières années, le STDF a encouragé l'adoption des outils officiels d'évaluation des capacités SPS de l'OMSA, de la CIPV et de la FAO/l'OMS (le but étant d'identifier les lacunes et de stimuler la prise de mesures pour le respect des normes internationales), ainsi que des outils complémentaires mis au point par la SFI, l'IICA et le COLEAD. En 2008, le STDF a organisé l'une de ses premières activités liées à la connaissance sur les outils d'évaluation des capacités avec le Comité SPS, au cours de laquelle 10 outils ont été présentés à 200 participants. Les recommandations issues de l'atelier – qui comprenaient la promotion de la coordination, le partage des conclusions d'évaluations et le suivi de l'impact – ont donné forme aux travaux consécutifs. Par l'intermédiaire de sa plate-forme de connaissances, le STDF a diffusé des renseignements sur ces outils afin d'aider les pays à comprendre et à évaluer les défis SPS pour pouvoir faire du commerce en toute sécurité.

Le financement initial apporté par le STDF en 2004 a joué un rôle de catalyseur pour le développement de l'outil PVS, instrument phare de l'OMSA, qui est maintenant utilisé par plus de 140 pays et produit donc des effets durables sur la qualité des services vétérinaires. En outre, 11 projets et PPG du STDF ont contribué à la mise au point et à l'utilisation de l'outil ECP de la CIPV et de l'outil d'évaluation des systèmes nationaux de contrôle alimentaire de la FAO/l'OMS dans plus de 38 pays, de la Sierra Leone et à Cabo Verde en passant par le Vanuatu et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le STDF a également soutenu un projet visant à développer un réseau de facilitateurs ECP. D'après les conclusions d'une évaluation réalisée en 2020, ce projet innovant a permis d'accroître l'utilisation et la disponibilité de l'outil ECP. Depuis 20 ans, le STDF facilite les discussions sur chacun de ces outils au sein de groupes de travail.

Comme indiqué dans la Stratégie 2020-2024 du STDF, le réseau du Fonds continue de promouvoir la réalisation d'évaluations des capacités SPS pour que les pays les utilisent comme tremplin vers des horizons commerciaux sûrs et inclusifs.

## Points de vue

***Avec le soutien de ses partenaires, dont le STDF, le PNUD et la CIPV, notre pays a mis à jour sa législation sanitaire et phytosanitaire. Il était important pour nous de soutenir cette loi, que nous avons adoptée à l'unanimité, pour assurer le bien-être de notre peuple.***

**Hadjira Oumouri, Assemblée de l'Union des Comores**

***Le projet [du STDF] était innovant pour son époque, et il permettra de lever un obstacle important pour les pays qui souhaitent mener une ECP, puis l'utiliser comme base pour analyser leur système phytosanitaire et élaborer une stratégie nationale en matière de capacités, dans le but de répondre aux besoins recensés et d'obtenir les résultats prioritaires au niveau national.***

**Lois Ransom, Évaluateur, Projet des facilitateurs ECP**

 Pour en savoir plus

# Approches fondées sur des données probantes



## Chronologie



## Historique

Les ressources dont ils disposent étant limitées, les gouvernements doivent hiérarchiser des options de politiques concurrentes afin d'obtenir le meilleur retour sur investissement dans le domaine SPS. En réponse aux demandes d'aide formulées par les délégués du Comité SPS pour la réalisation d'une analyse de la rentabilité, le STDF a lancé des travaux visant à utiliser une approche fondée sur des données probantes à cet effet. Le cadre "Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés" (P-IMA) – mis au point avec le COMESA et l'USDA – aide les pays à faire des choix difficiles concernant des investissements SPS concurrents, sur la base d'objectifs de politique générale. Depuis plus de 10 ans, le STDF encourage l'utilisation du cadre P-IMA, qui repose sur une analyse décisionnelle multicritères. Dans le cadre de ce processus, les travaux sur le cadre P-IMA ont contribué à mieux faire comprendre les avantages que présente l'utilisation des outils d'évaluation des capacités SPS des partenaires.

De 2012 à 2024, le cadre P-IMA du STDF a été mis à l'essai et utilisé dans 20 pays, du Malawi au Belize, en passant par Madagascar et le Bangladesh, ainsi que dans des organisations comme le COMESA et la CARICOM. Cela a permis d'améliorer la planification et la prise de décisions dans le domaine SPS, de promouvoir l'efficacité et la transparence, et de rallier l'adhésion des secteurs public et privé. À l'appui du déploiement du cadre P-IMA, une note d'information a été publiée en 2018 sur le sujet, complétant le Guide sur le cadre P-IMA de 2016 (mis à jour en 2023). Un manuel des facilitateurs a été élaboré pour renforcer les compétences locales aux fins de l'utilisation du cadre, y compris de manière virtuelle. Pour mettre en commun les expériences acquises et les enseignements tirés à partir du cadre P-IMA, plus de 15 séances ont été organisées avec des partenaires en marge du Comité SPS, en ligne et à l'occasion d'activités de formation, y compris dans le cadre de collaborations menées au cours des 10 dernières années avec la Commission de l'Union africaine, l'ITC, l'Académie suédoise du commerce, la CIPV, la Banque mondiale, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et le Cours avancé de l'OMC sur l'Accord SPS. Depuis 2020, le groupe de professionnels du cadre P-IMA renforce la sensibilisation et les synergies autour de l'utilisation du cadre P-IMA, contribuant ainsi à mobiliser des ressources pour les besoins SPS prioritaires. Le cadre P-IMA a été repris et utilisé, entre autres, par TradeMark

Africa, le CABI, Winrock International, l'ILRI, l'OMSA et l'USDA. Une évaluation des travaux sur le cadre P-IMA menée en 2023 a mis en lumière la grande pertinence du cadre et sa contribution à l'amélioration des capacités SPS et de l'accès aux marchés, indiquant que plus de 2,8 millions d'USD avaient été mobilisés pour le renforcement des capacités SPS.

Pour répondre à la forte demande d'approches fondées sur des données probantes, le réseau d'experts du STDF continue d'orienter l'apprentissage et d'encourager l'adoption du cadre P-IMA afin d'ouvrir davantage de possibilités dans le domaine du commerce mondial.

## Points de vue

*L'approche P-IMA permet aux hauts responsables de mieux comprendre l'importance de l'investissement dans les capacités SPS. Elle améliore la planification dans le domaine SPS et la coordination intersectorielle, et aide à intégrer les priorités SPS dans les cadres nationaux de politique et d'investissement pour l'agriculture, le commerce et l'environnement.*

**Martha Byanyima, ancienne fonctionnaire du COMESA et ancienne experte des pays en développement**

*[La formation sur le cadre P-IMA] a donné une formidable impulsion aux efforts que déploie la région afin de mettre en place un régime efficace pour les mesures SPS, et nous sommes maintenant bien mieux équipés pour évaluer et définir les priorités stratégiques.*

**Juliet Goldsmith, CAHFSA, ancienne experte des pays en développement**

*Le cadre P-IMA nous a aidés dans nos échanges avec les parties prenantes qui travaillent dans la production et le commerce du bétail. Il nous a permis de hiérarchiser les investissements SPS sur la base de critères tels que la résilience, l'augmentation de la productivité et la croissance des exportations. Cela nous aide à justifier la programmation future et à obtenir des financements.*

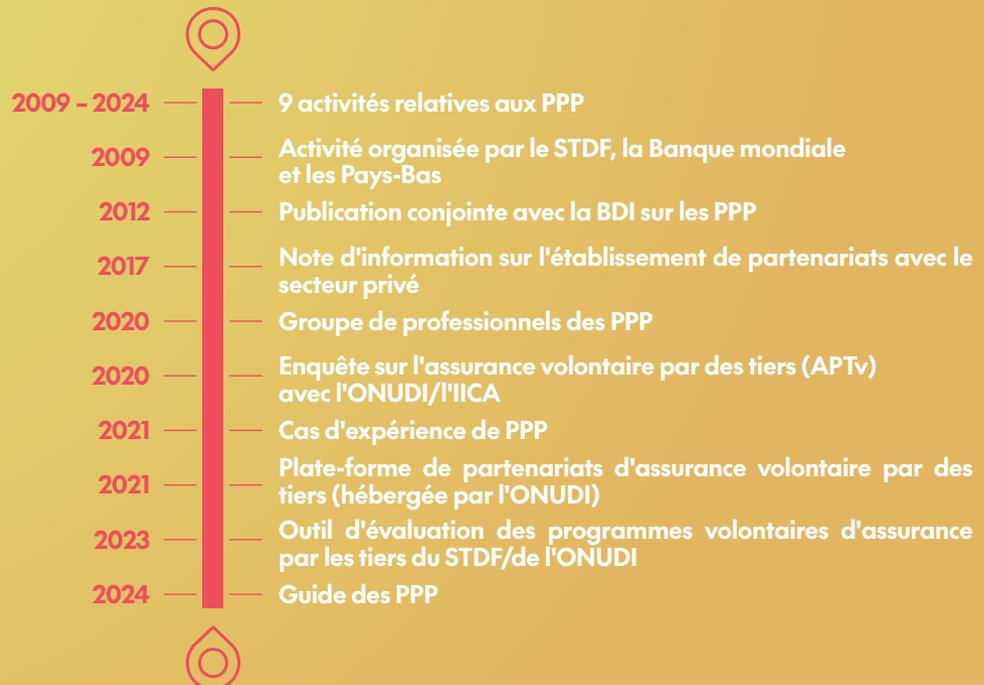
**MaryLucy Oronje, CABI, experte des pays en développement du STDF**

 Pour en savoir plus

# Partenariats public-privé (PPP)



## Chronologie



## Historique

Les partenariats établis entre les gouvernements et le secteur privé pour améliorer la fourniture de biens publics sont de plus en plus massivement utilisés en tant qu'instrument permettant d'obtenir des résultats en matière de commerce sûr et de développement durable dans le monde entier. À l'appui de l'objectif mondial 17 des Nations Unies concernant la redynamisation des partenariats mondiaux, le STDF démontre depuis plus de 15 ans le précieux rôle de catalyseur que jouent les PPP dans le renforcement des capacités SPS. Des travaux de recherche menés avec la BID ont été publiés en 2012, mettant en évidence la contribution vitale du secteur privé pour ce qui est de stimuler l'innovation, de mobiliser des connaissances et des ressources, et de remédier au manque d'infrastructures dans le domaine SPS. Compte tenu de leur rôle de premier plan dans la production et le commerce de produits agroalimentaires, les parties prenantes du secteur privé ont été associées en tant que partenaires clés à plus de 45 projets du STDF, dans le cadre desquels elles ont apporté leurs connaissances, leurs compétences techniques et leurs ressources, tandis que les MPME, les agriculteurs, les producteurs et les négociants bénéficient de la majorité des projets et des PPG du Fonds. Les associations professionnelles, y compris le COLEAD, la GFSI, l'IGTC, la FIS et SSAFE, apportent leur contribution au Groupe de travail en ouvrant des possibilités de synergies et de collaboration à l'appui des projets du STDF et de ses travaux liés à la connaissance. Cela concerne l'apprentissage et la réflexion sur des sujets allant des moyens d'améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires au renforcement des capacités des PME, en passant par l'utilisation des programmes d'assurance par des tiers. Les projets du STDF sur ePhyto et eVet comptent également une participation active de la part du Groupe consultatif industriel.

Les travaux du STDF liés à la connaissance et ses activités de sensibilisation ont mis en évidence la manière dont les PPP renforcent les capacités SPS et produisent des résultats concrets sur le terrain, aussi bien au niveau national et régional qu'international. Au cours des huit dernières années, le partenariat du STDF a recensé et diffusé des bonnes pratiques en matière de PPP lors des discussions du Groupe de travail tenues par exemple avec la CUA, la Banque mondiale et la SFI. Une enquête sur l'utilisation des programmes d'assurance par des tiers a été menée en 2020, à partir des travaux du Codex, et a influencé

des projets pilotes régionaux comptant une collaboration public-privé. Un groupe de professionnels du STDF a été lancé en 2020 pour réunir les parties prenantes intéressées afin de promouvoir l'apprentissage et les synergies dans le domaine des PPP, et une plate-forme de partenariats d'assurance volontaire par des tiers hébergée par l'ONUDI a été mise en service en 2021. Une série de 10 cas d'expérience mettant en lumière les meilleures pratiques en matière de PPP a été publiée en ligne en 2021, et le groupe de professionnels des PPP a organisé plus de 10 activités virtuelles pour partager des approches relatives aux PPP et en tirer des enseignements à l'échelle mondiale. Un nouveau guide d'apprentissage du STDF sur les PPP, élaboré conjointement par les membres du groupe de professionnels, sera publié en 2024.

Le réseau du STDF continue de promouvoir des modèles de partenariat innovants entre les autorités gouvernementales et les entreprises, partageant des connaissances et des compétences techniques afin de stimuler un commerce sûr de produits agroalimentaires au niveau mondial.

## Points de vue

*Les expériences partagées dans le cadre du groupe de professionnels des PPP ont été essentielles à l'élaboration de la stratégie et des processus de partenariat de l'OMSA. Les réunions ont été précieuses en ce qu'elles nous ont permis de nous nourrir mutuellement des données d'expérience et de veiller à ce que nos activités puissent aboutir à des synergies.*

**Isabelle Diezy-Labaye, ancienne fonctionnaire de l'OMSA**

*Les travaux du STDF sur les PPP ont contribué à enrichir le dialogue qui s'intensifie entre les gouvernements et le secteur privé sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La collaboration actuelle entre le STDF et la GFSI a contribué au niveau sans précédent de collaboration public-privé que l'on est en train d'atteindre au niveau mondial.*

**Mike Robach, ancien membre du Conseil d'administration de la GFSI**

 Pour en savoir plus

# Réduction des coûts du commerce



## Chronologie



## Historique

Dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, la facilitation d'un commerce sûr est une solution gagnant-gagnant qui permet aux pays en développement de protéger la santé, de réduire les coûts de transaction et les délais de dédouanement, et d'assurer la fluidité du commerce transfrontières. Il a toutefois été nécessaire de trouver un moyen qui garantisse la protection de la santé. Depuis plus de 10 ans, le STDF fait connaître ces possibilités avantageuses pour tous, influence le dialogue mondial et stimule des mesures plus vastes en faveur de la facilitation d'un commerce sûr. Le film de 2015 du STDF présente des solutions pour un commerce sûr mises en pratique en Amérique latine. Les conclusions des recherches orientées vers l'action menées par le STDF en Asie du Sud-Est et en Afrique australe (publiées en 2014-2015) ont permis d'identifier des bonnes pratiques, qu'il s'agisse du recours aux normes internationales, de l'amélioration de la transparence, des approches fondées sur les risques ou encore de la coopération entre les organismes présents aux frontières. Grâce aux travaux du STDF, les autorités SPS participent maintenant davantage aux discussions, de même que les douanes, ce qui renforce les liens tout au long de la chaîne de facilitation des échanges.

Après la ratification de l'AFE de l'OMC en 2017, le STDF a continué de transmettre des idées dans le cadre d'activités mondiales et d'initiatives de sensibilisation afin d'aider d'autres pays dans le monde à dynamiser un commerce sûr, y compris par l'utilisation de nouvelles technologies et de procédures SPS automatisées. Les activités mondiales et régionales ont renforcé la coopération entre les autorités SPS, les douanes et les praticiens du commerce. Convaincus par les possibilités offertes, les partenaires et les bénéficiaires du STDF ont engagé de nouveaux travaux sur la facilitation des échanges. En 2017, la CIPV a choisi pour thème annuel la santé des végétaux et la facilitation des échanges. D'autres partenaires, dont la Banque mondiale, intensifient leur soutien destiné à renforcer les autorités SPS, souvent considérées comme le maillon faible de la chaîne. D'autres collaborations sont nées au sein du Groupe de travail, y compris avec la CIPV, la GATF, la Banque mondiale, l'OMC et l'Organisation mondiale des douanes, ainsi qu'avec le TFAF et le Programme de soutien pour la facilitation des échanges de la Banque mondiale. Ensemble, ces initiatives ont contribué à promouvoir la collaboration entre les organismes présents aux frontières et la réforme de ceux-ci, et elles ont accru le soutien apporté

aux autorités SPS, y compris en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La facilitation d'un commerce sûr est au centre de la Stratégie 2020-2024 du STDF, et des efforts sont actuellement déployés pour nouer des partenariats afin de promouvoir les connaissances techniques les plus récentes et des projets pilotes visant à stimuler un commerce sûr et efficient de produits agroalimentaires.

## Points de vue

*Les travaux du STDF ont joué un rôle important en faisant mieux connaître les liens concrets entre le renforcement des capacités SPS et la facilitation des échanges, ainsi que les possibilités gagnant-gagnant qu'offre une approche plus collaborative.*

**Roger Day, CABI**

*Le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF) a été créé à la demande de pays en développement pour permettre à tous les Membres de l'OMC de tirer parti de l'Accord sur la facilitation des échanges. La structure du TFAF a été inspirée par les données d'expérience et les travaux précieux du STDF, sur lesquels elle continue de s'appuyer.*

**Sheri Rosenow, ancienne fonctionnaire de l'OMC**

 Pour en savoir plus

# Certification SPS électronique



## Chronologie



## Historique

Au cours de la dernière décennie, la certification électronique (eCert) a pris de l'importance dans le programme de travail international. Dans le contexte de l'AFE de l'OMC, la certification électronique donne aux pays en développement des moyens de réduire les délais et les coûts associés au commerce. Le STDF a été un pionnier dans ce domaine, par l'intermédiaire de son projet "solution ePhyto", qui a inspiré le déploiement d'autres initiatives, et de ses travaux liés à la connaissance qui se poursuivent aujourd'hui à un rythme soutenu. Depuis 2016, le STDF ouvre la voie vers les avantages de la certification électronique en montrant l'importance des systèmes SPS sans papier. Le projet ePhyto a également reçu un prix de l'innovation en matière de facilitation des échanges qui lui a été décerné par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en 2019. Des activités mondiales et régionales, organisées par le STDF en collaboration avec de nombreux partenaires internationaux, régionaux et industriels (BAsD, CCI, OCDE, IGTC, FIS, CESAP, CNUCED, GATF, CIPV, OMD, TMA et d'autres), ont contribué à promouvoir les connaissances et l'apprentissage au sujet d'approches innovantes de la certification SPS électronique, et à accélérer la dynamique et les mesures dans ce domaine, y compris en ce qui concerne les nouveaux travaux sur la certification vétérinaire électronique (eVet) en Amérique latine. Pendant la pandémie de COVID-19, eCert et ePhyto ont également gagné du terrain. Puisant dans les enseignements tirés d'initiatives comme ePhyto et eVet, le STDF a diffusé des connaissances techniques par l'intermédiaire, notamment, d'une note d'information sur le commerce sans papier en 2017, de contributions aux travaux de divers partenaires (dont la BAsD, le GATF, la FAO et l'OCDE), ainsi que d'une note d'information et d'un film sur les enseignements tirés de la certification électronique et les perspectives d'avenir en 2024.

Le Comité consultatif sur la certification SPS électronique a été mis sur pied en 2019 dans le cadre du STDF. Il s'agit d'une plate-forme inédite qui regroupe des parties prenantes spécialisées pour qu'elles s'enrichissent mutuellement de leurs expériences et bonnes pratiques relatives à la certification SPS électronique et à la facilitation d'un commerce sûr. Grâce à ses réunions régulières, le Comité a renforcé les liens et ainsi favorisé de nouvelles coopérations et synergies dans le domaine des certificats dématérialisés.

Le partenariat en faveur de la certification électronique, lancé à l'initiative du STDF, encourage désormais la collaboration pour que davantage de pays rejoignent le domaine de la numérisation, contribuant aux effets positifs sur le commerce des produits agroalimentaires après la pandémie.

## Points de vue

*Le Comité consultatif sur la certification SPS électronique du STDF a réuni toutes les parties prenantes concernées à l'appui du développement et de la durabilité d'initiatives de numérisation. Il est fondamental de disposer d'un espace regroupant des organismes de normalisation et des partenaires de développement pour œuvrer en faveur d'une approche cohérente.*

**Shane Sela, Banque mondiale**

*La certification électronique créera un élan vers la numérisation dans d'autres domaines du commerce international. La solution ePhyto, développée par la CIPV avec le soutien du STDF, s'est révélée être un superbe modèle à suivre. C'est une technologie simple et solide qui peut être utilisée dans différentes régions du monde, et reproduite et élargie à volonté.*

**Philippe Isler, GATF**

 Pour en savoir plus

# Bonnes pratiques réglementaires



## Chronologie



## Historique

Il devient de plus en plus complexe pour les négociants, en particulier des pays en développement, de s'y retrouver dans l'environnement réglementaire lorsqu'il s'agit de respecter les prescriptions SPS et autres exigences pour accéder aux marchés. Les bonnes pratiques réglementaires (BPR) aboutissent à des réglementations plus simples et plus intelligentes, de sorte que les mesures SPS peuvent être adaptées à l'objectif de protection de la santé tout en facilitant les échanges conformément à l'Accord SPS de l'OMC. Ces 8 dernières années, le STDF a travaillé avec des partenaires afin de faciliter l'apprentissage et de partager des connaissances dans ce domaine prioritaire, après avoir compilé les enseignements tirés par 118 responsables gouvernementaux de 64 pays dans le cadre d'une enquête sur les BPR menée auprès des délégués du Comité SPS en 2017. Depuis, il a réuni des experts (de la Banque mondiale, de l'OMSA, de l'OMC, de l'OCDE, de la CUA, de la ZLECAF et des États-Unis, entre autres) pour qu'ils examinent les principales conclusions et échangent des données d'expérience. Ce processus a ensuite conduit à l'élaboration du guide du STDF sur les BPR, lancé dans le cadre du Comité SPS de l'OMC en 2021, et d'une note d'information y relative établie en 2022. Ce guide, qui est présenté étape par étape et renvoie à des exemples de réussite et à des ressources mondiales, est largement diffusé auprès des organismes de réglementation SPS et il a soutenu l'utilisation des BPR dans les projets du STDF, dont un nouveau projet qui vise à promouvoir l'utilisation de ePing pour faciliter un commerce sûr en Afrique. Il influe également sur des initiatives plus vastes, y compris des travaux réalisés par le COMESA et des projets pilotes actuellement menés par l'USDA avec New Market Lab en Zambie et au Nigéria.

Au cours de cette période, les connaissances techniques du STDF relatives aux BPR sont venues compléter des initiatives menées par des partenaires, y compris des travaux réalisés par l'OMC sur la transparence en matière SPS et par l'OCDE sur la coopération en matière de réglementation. Pour susciter des changements sur le terrain, le STDF a favorisé le dialogue sur les BPR, y compris dans le cadre d'un atelier régional, conçu en collaboration avec l'OMC et l'IICA, qui a eu lieu au Costa Rica en 2017, ainsi que d'un séminaire en ligne organisé en 2022 avec la BAsD. En 2023, une activité d'apprentissage de deux jours a été organisée au Ghana avec la CUA, le Secrétariat de la ZLECAF, l'USDA et l'USAID afin d'approfondir les compétences des fonctionnaires en matière de BPR à l'appui des mesures SPS liées à la ZLECAF

et au cadre politique de l'UA pour les questions SPS. La création de synergies entre les Membres de l'OMC dans le domaine des BPR a également compté parmi les priorités des échanges de renseignements au sein du Comité SPS.

Le réseau du STDF plaide pour des bonnes pratiques qui visent à réduire la charge réglementaire, en s'appuyant sur les expériences acquises en matière de renforcement des capacités, ce qui crée des avantages concrets pour les gouvernements et les négociants du monde entier.

## Points de vue

*Les bonnes pratiques réglementaires sont très pertinentes et recourent plusieurs notions clés de l'Accord SPS de l'OMC. Les travaux du STDF dans ce domaine me semblent essentiels pour sensibiliser les organismes SPS chargés d'élaborer des mesures dans ce domaine et leur apporter un soutien.*

**Christiane Wolff, OMC**

*En décembre 2023, 16 États membres du COMESA ont adopté une décision visant à mettre en œuvre des BPR dans cette région. Ces travaux se sont appuyés sur le guide du STDF sur les BPR. L'idée est de contribuer à simplifier et à rationaliser les mesures SPS pour que les petits négociants puissent davantage tirer parti du commerce transfrontières de produits agroalimentaires.*

**Mukayi Musarurwa, COMESA**

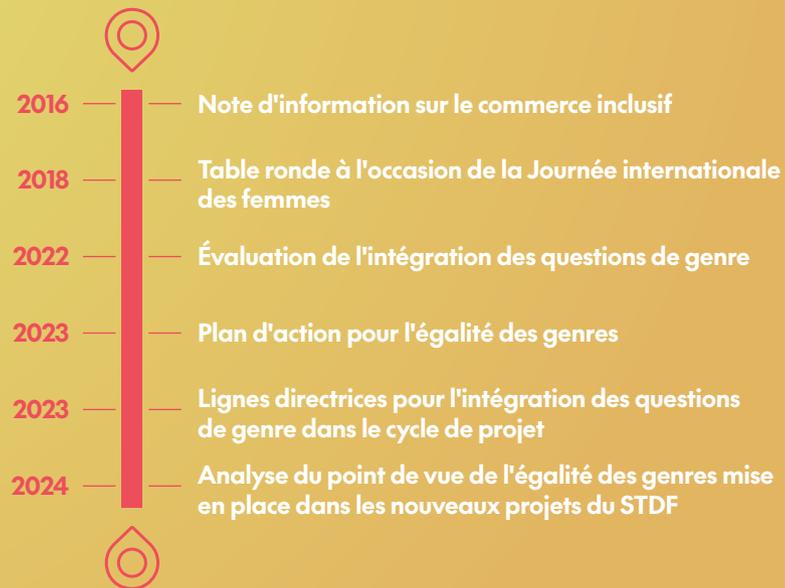


Pour en savoir plus

# Égalité des genres



## Chronologie



## Historique

Au cours des 20 dernières années, un consensus de plus en plus large s'est formé sur ce que signifie un commerce sûr et inclusif qui fonctionne pour tous. Conformément à l'Objectif de développement durable 5 des Nations Unies sur l'égalité entre les sexes, il s'agit d'adopter une perspective tenant compte du genre pour remédier aux différents obstacles auxquels sont confrontées les productrices, les transformatrices et les négociantes dans les chaînes de valeur agroalimentaires mondiales, a fortiori après la pandémie. Depuis sa création, le STDF soutient l'autonomisation économique des femmes par l'intermédiaire de ses projets et de ses ateliers de renforcement des capacités. Le Fonds a mis en avant des exemples de ce soutien dans son ouvrage sur les résultats de 2018, dans ses films et dans les récits qu'il publie en ligne, présentant notamment des crevetticultrices au Bangladesh, des productrices de gingembre au Népal, des transformatrices de fleurs en Ouganda et des ouvrières dans une usine de cannelle à Sri Lanka. Depuis 10 ans, le STDF demande aux personnes présentant des demandes d'indiquer l'incidence potentielle des projets sur les femmes et leur autonomisation; par ailleurs, des indicateurs relatifs au genre ont été intégrés dans le cadre MEL lié à la Stratégie 2020-2024 du Fonds. En outre, une note d'information sur le commerce inclusif a été publiée en 2016 et le STDF a encouragé l'organisation de sessions sur les connaissances consacrées au rôle des femmes dans le commerce, qui ont rassemblé diverses parties prenantes, y compris lors d'une table ronde qui a eu lieu à l'occasion de la Journée internationale des femmes à l'OMC en 2018.

L'évaluation de l'intégration des questions de genre du STDF, publiée en 2022, et le Plan d'action pour l'égalité des genres, lancé en marge du Comité SPS et déployé en 2023, ont représenté une étape majeure pour le partenariat et ont fortement influencé la compréhension collective du rôle que joue le genre dans le domaine SPS. Dans le cadre d'un dialogue mondial sur l'importance de l'intégration des questions de genre, au cours de l'année 2023, le STDF a échangé des vues avec les délégués SPS de l'OMC, les représentants du Forum de coordination SPS de l'UA, le Groupe de travail sur la coopération en matière de réglementation de la CEE-ONU et le public de la Semaine du commerce électronique de la CNUCED. Ces échanges se sont appuyés sur des séances de sensibilisation organisées antérieurement avec des partenaires des secteurs public et privé, y compris lors de la Conférence internationale sur la santé des végétaux de 2022. Des lignes directrices pour

l'intégration des questions de genre dans le cycle de projet ont été diffusées en 2023, donnant lieu à un plus grand nombre de projets comportant des analyses et des travaux stratégiques du point de vue de l'égalité des genres, ainsi qu'à des mesures visant à mieux cibler la formation. En outre, des indicateurs tenant compte du genre sont inclus dans les cadres logiques des projets afin de rendre compte des résultats de l'intégration des questions de genre.

Inspiré par son Plan d'action qui met l'accent sur la connaissance, les projets et le renforcement des capacités, le partenariat du STDF reste en première ligne pour expliquer l'importance de l'égalité des genres pour le respect des mesures SPS.

## Points de vue

*L'évaluation de l'intégration des questions de genre et le Plan d'action pour l'égalité des genres du STDF ont fourni au COLEAD une incitation et des moyens pour progresser en matière d'intégration des questions de genre, ce qui nous a aidés à promouvoir l'inclusion de manière concrète.*  
**Jeremy Knops, COLEAD**

*La France compte utiliser les constatations, les conclusions et les recommandations de l'évaluation du STDF relative aux questions de genre pour éclairer ses programmes bilatéraux de renforcement des capacités SPS.*  
**Cassandra Nonque, Ministère français de l'économie et des finances**

*L'évaluation de l'intégration des questions de genre du STDF a joué un rôle de catalyseur en stimulant les efforts visant à soutenir l'intégration de l'égalité des genres dans les travaux du secrétariat de la CIPV; une séance de sensibilisation à ces questions a par exemple été intégrée au cours de formation sur l'évaluation des capacités phytosanitaires.*  
**Sarah Brunel, Secrétariat de la CIPV**

 Pour en savoir plus

# Environnement, climat et biodiversité



## Chronologie



## Historique

Ces dernières années, la communauté mondiale porte une attention accrue à l'action collective en faveur du climat et, dans ce contexte, le besoin s'est fait jour d'aider les pays partenaires à affronter des pressions environnementales croissantes. Les Objectifs de développement durable 13, 14 et 15 des Nations Unies, adoptés en 2015, ciblent spécifiquement ces domaines. Au cours des 15 dernières années, le STDF a réussi à ouvrir un espace politique sur les moyens de faciliter un commerce sûr tout en protégeant la planète. Il a commencé par organiser un séminaire en collaboration avec la Banque mondiale sur les changements climatiques et les risques SPS, en 2009, puis il a partagé son expertise et ses enseignements lors d'ateliers régionaux de la CDB en 2018 et a organisé des activités en ligne pour la Semaine du changement climatique du STDF en 2022, avec ses partenaires fondateurs et à titre de membre du Groupe de liaison sur les espèces exotiques envahissantes. Plus récemment, il a organisé une table ronde de partenaires au Pavillon du commerce, pendant la COP-28, sur la manière dont un commerce sûr peut favoriser des solutions tournées vers l'avenir en matière d'adaptation aux changements climatiques. Dans le cadre de ce dialogue mondial et de ses activités de sensibilisation, le STDF a défendu la nécessité de mettre en place des systèmes SPS solides qui puissent protéger l'environnement, préserver la biodiversité et renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Toutes ces initiatives sont renforcées par une série de publications phares du STDF sur la connaissance, depuis les travaux menés avec la Banque mondiale en 2011 et avec la CIPV et l'OMSA sur les espèces exotiques envahissantes en 2012 jusqu'aux notes d'informations établies par la suite, sur la protection de l'environnement en 2018 ainsi que sur l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets en 2023. Depuis 2015, la protection de l'environnement fait partie des orientations stratégiques du STDF; des renseignements sur l'environnement sont maintenant requis dans les demandes de financement et cette dimension doit apparaître dans les rapports de situation. Le cadre MEL du STDF, associé à la Stratégie 2020-2024 du Fonds, comprend certains indicateurs environnementaux permettant de suivre les résultats à l'échelle du programme. Une évaluation environnementale publiée en 2024 montre que les deux tiers des projets examinés comportent des aspects environnementaux et présente des recommandations clés pour le renforcement des travaux du STDF dans ce domaine. Sur la base de ces

recommandations, de nouveaux travaux visant à renforcer l'intégration des questions environnementales – y compris à améliorer les liens avec les parties prenantes de ce domaine et les indicateurs environnementaux des projets – sont prévus pour la prochaine stratégie.

Aujourd'hui, le partenariat du STDF, composé d'experts de l'agriculture, de la santé, du commerce et du développement, continue de jouer un rôle de catalyseur en défendant de nouvelles approches qui établissent des liens entre systèmes alimentaires, biodiversité, climat et santé.

## Points de vue

***L'urgence est un mot clé lorsque nous sommes confrontés à des changements d'ordre climatique. Nous devons adapter notre façon de travailler dans et entre les pays, [en utilisant] l'approche des systèmes agroalimentaires. Nous avons besoin d'innovation en matière de gouvernance et du droit à l'expérimentation. Merci au STDF pour les travaux qu'il accomplit dans ce domaine.***  
**David Laborde, FAO**

***Les liens que le STDF a établis avec les questions relevant de la Convention sur la diversité biologique (CDB), en particulier pour ce qui est de traiter les espèces envahissantes par des moyens commerciaux, ont joué un rôle essentiel dans l'enrichissement mutuel des pratiques, des compétences et des connaissances des communautés de l'environnement et du commerce.***  
**Sidney Suma, ancien expert des pays en développement**

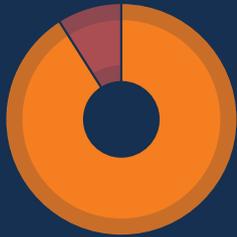
 Pour en savoir plus

# 20 Ans de commerce sûr – points forts des projets



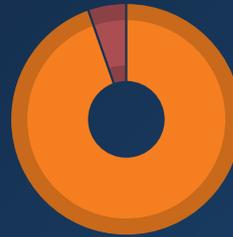
## Projets et PPG – Financement du STDF (US\$)/Financement global (US\$)

### Financement du STDF



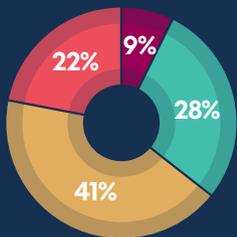
PPGs - US\$ 4.8 M  
 Projets - US\$ 69.4 M  
 Total - US\$ 74.2 M

### Financement total

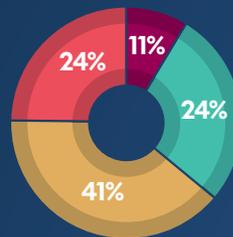


PPGs - US\$ 5.0 M  
 Projets - US\$ 109.2 M  
 Total - US\$ 114.2 M

## Investissement du STDF dans des projets/PPG sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et les questions transversales (US\$)

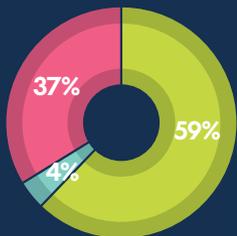


Questions SPS transversales - US\$ 16.8 M  
 Santé animale - US\$ 6.6 M  
 Préservation des végétaux - US\$ 20.5 M  
 Sécurité sanitaire des produits alimentaires - US\$ 30.3 M  
 Total - US\$ 74.2 M



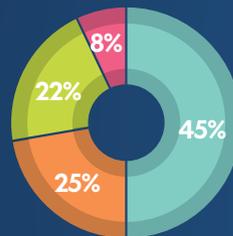
Questions SPS transversales - 59  
 Santé animale - 27  
 Préservation des végétaux - 61  
 Sécurité sanitaire des produits alimentaires - 103  
 Total - 250 PGs & PPGs

## Soutien du STDF aux PMA/APFR (US\$)



Autres - US\$ 27.7 M  
 APFR - US\$ 2.7 M  
 PMA - US\$ 43.8 M  
 Total - US\$ 74.2 M

## Présence régionale du STDF (US\$)



Mondiaux & autres régions US\$ 5.9 M  
 Amérique Latine et Caraïbes US\$ 16.7 M  
 Asie-Pacifique - US\$ 18.4 M  
 Afrique - US\$ 33.2 M  
 Total - US\$ 74.2 M

## Présentation des projets

Le STDF a influencé et encouragé le renforcement durable des capacités SPS dans les pays en développement, en mobilisant davantage de soutien et de ressources en faveur des investissements dans le domaine SPS et en favorisant l'amélioration des résultats. Les secteurs public et privé à l'échelle mondiale ont bénéficié d'interventions SPS améliorées et plus efficaces ainsi que de l'adoption et de la reproduction des bonnes pratiques, notamment via des projets et des dons pour l'élaboration de projets.

## Résultats des projets phares: 2004-24

Depuis 20 ans, le STDF finance le développement et la mise en œuvre de projets SPS innovants, collaboratifs et axés sur la demande, ainsi que des dons pour l'élaboration de projets, dans toutes les régions du monde.

# Points de vue



*En mutualisant nos ressources, notre expertise et nos moyens financiers, l'ampleur des actions que nous avons pu mener collectivement en vue de renforcer les capacités SPS a largement dépassé ce que nous aurions pu accomplir individuellement, en tant que pays et organismes.*

**Kelly J. McCormick, FDA des États-Unis**

*Il convient de saluer le rôle catalyseur du Secrétariat, qui a su attirer d'autres donateurs. Le STDF peut inciter d'autres donateurs à intervenir et à prendre le relais pour le financement des projets.*

**Kaviraj Appadu, ancien employé de l'Agence suédoise de coopération internationale (SIDA)**

*Le STDF est bien plus qu'une source de financement des projets dans la région. Sa véritable valeur ajoutée réside dans sa riche source de connaissances et le partenariat entre les parties prenantes très diverses qui collaborent de manière harmonieuse.*

**Jaime Romero, expert des pays en développement, Colombie**

*En aidant les pays en développement à relever les défis SPS, nous contribuons à l'amélioration des systèmes SPS et à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et agricoles échangés au niveau mondial. Le renforcement des capacités SPS est essentiel pour relever les niveaux de sécurité alimentaire, protéger l'environnement et garantir les moyens de subsistance des populations.*

**S.E. Bettina Waldmann, ancienne Ambassadrice allemande auprès de l'OMC**

*Les projets du STDF sont uniques, car ils mettent en relation les différentes parties prenantes des secteurs public et privé et testent de nouvelles approches et innovations dans le domaine SPS. Cela permet aux projets du STDF dotés d'un budget relativement modeste d'exploiter les synergies et de catalyser des changements qui ont des effets bien plus importants.*

**Ravi Khetarpal, APAARI**

# Publications du STDF sur les résultats des projets

## **Publication de résultats: Promouvoir des solutions pour un commerce sûr dans le monde entier (2018)**

La publication par le STDF de 25 synthèses de résultats montre comment les projets sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et les questions SPS transversales ont favorisé un commerce sûr et inclusif à l'échelle mondiale. Cet ouvrage met en lumière les bonnes pratiques en vue d'aider les petits agriculteurs, les transformateurs, les négociants et les gouvernements à exporter des produits alimentaires et agricoles sûrs vers les marchés mondiaux. Ces initiatives ont permis d'augmenter les revenus en milieu rural, en particulier pour les femmes, tout en assurant des moyens de subsistance et en favorisant le développement durable.

## **Au-delà des résultats: Tirer des leçons des projets du STDF (2018)**

La méta-évaluation de plus de 22 projets du STDF, qui reposait sur un examen approfondi et une analyse des rapports d'évaluation externes, visait à améliorer la qualité et les résultats des futurs projets. Il est ressorti de la publication que les projets obtenaient de très bons résultats en matière de pertinence, d'efficacité et d'efficience. Celle-ci a montré comment les projets de développement sectoriel contribuaient davantage à l'impact et à la durabilité que les projets d'assistance technique et de renforcement des institutions. Le Groupe de travail a repris une série de recommandations en vue de renforcer les résultats et l'impact des projets du STDF.

Entre 2007 et 2024, plus de 40 projets du STDF ont fait l'objet d'évaluations d'impact.



Pour en savoir plus

# Dons pour l'élaboration de projets



## Points de vue

*Le succès du projet [à la suite de la proposition] tient à la véritable collaboration entre le secteur privé et les institutions publiques. Nous avons uni nos efforts en faveur d'un objectif commun: aider les petits producteurs à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire du chou, ce qui a permis de renforcer leur accès aux marchés d'exportation régionaux.*

**Mamadou Ndiaye, Association des Unions Maraîchères des Niayes (AUMN), Sénégal**

*Notre groupe de femmes produit de grandes quantités de gingembre. La culture du gingembre nous a permis d'économiser pour assurer l'avenir de nos enfants. Les écoles sur le terrain [créées à la suite de la proposition de projet du STDF] nous ont permis de réduire les pertes et d'accroître nos revenus. Nous sommes désormais très contentes de disposer d'une usine de nettoyage.*

**Chandra Kala Rai, Coopérative de femmes productrices de gingembre, Népal**

*Les études du STDF menées en Tanzanie et au Zimbabwe ont permis de recueillir des données d'expérience utiles sur les difficultés concrètes et les prescriptions pour la mise en œuvre des normes internationales de l'OMSA. L'OMSA examinera la manière dont elle pourra utiliser les enseignements tirés de ces études afin d'orienter son Observatoire des normes et les travaux en cours pour le suivi de la mise en œuvre de ses normes.*

**Ann Backhouse, ancienne employée de l'OMSA**

*Le STDF a fortement contribué à accroître notre visibilité auprès d'organismes dans le Pacifique. Nous préparons à présent un projet régional en vue d'y développer l'apiculture. Lorsqu'on travaille avec des institutions comme le STDF, le projet peut être déployé à plus grande échelle et accéléré, ce qui est essentiel dans un monde où les maladies se propagent.*

**Richard Duncan, PDG Niue Honey Company**

*À Madagascar, le cadre du STDF a été utilisé pour classer les besoins d'investissement par ordre de priorité. Ce fut une occasion unique et l'exercice a permis de réunir l'ensemble des parties prenantes au moyen d'une approche méthodique et structurée en vue de recenser et de hiérarchiser les besoins d'investissement en s'appuyant sur de multiples critères pour la prise de décision. De nombreux autres pays peuvent s'inspirer de cette expérience.*

**Babacar Samb, Bioscope SARL, ancien expert des pays en développement**

# L'élaboration des projets dans les faits



## Sénégal: Les partenariats favorisent la production et les exportations régionales de choux sûrs d'un point de vue sanitaire

Grâce à un PPG du STDF, une proposition de projet a été élaborée en vue d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité du chou au Sénégal en mettant en place des systèmes conformes aux bonnes pratiques agricoles, qui facilitent la traçabilité et établissent des procédures HACCP. Les petits producteurs, les négociants et les organismes gouvernementaux ont travaillé avec une association professionnelle locale en vue de relancer la production et de développer le secteur. Grâce au projet, la productivité des agriculteurs est passée de 15 à 30 tonnes par hectare et les coûts de transformation ont diminué de 42%. Les producteurs ont également gagné de nouvelles parts de marché en Mauritanie, au Mali, en Gambie et en Guinée Bissau.



Pour en savoir plus

## Népal: Partenariats public-privé pour la promotion des exportations de gingembre

Un PPG du STDF a permis d'élaborer une proposition en vue de renforcer les capacités à respecter les prescriptions SPS tout au long de la chaîne de valeur du gingembre. Le PPG a permis aux organismes gouvernementaux chargés de l'agriculture et du commerce de travailler avec la Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Népal et les parties prenantes des secteurs public et privé locaux en vue de concevoir un projet innovant, cofinancé par le STDF et le CIR. Ce projet a permis de former près de 2 000 agriculteurs (principalement des femmes), de réduire de 30% les pertes après récolte, d'augmenter de 60% les revenus des agriculteurs et d'accroître les exportations de gingembre vers de nouveaux marchés dans la région et au-delà.



Pour en savoir plus

## Guatemala: Simplification des procédures d'importation pour réduire les coûts de transaction

Dans le cadre d'un PPG du STDF, un protocole basé sur les risques et une proposition de projet ont été élaborés en vue d'aider le Guatemala à réduire les coûts de transaction, améliorer la biosécurité et faciliter les échanges. L'assistance portait sur les modalités d'établissement d'un protocole fondé sur les risques pour l'importation d'échantillons de laboratoire, afin que seuls ceux présentant un risque élevé requièrent une autorisation. Le suivi auprès des laboratoires s'inscrivait dans le cadre d'un projet plus large financé par l'UE (26 millions d'EUR), dont l'un des volets avait pour objectif de renforcer les autorités SPS, d'améliorer les conditions de l'activité des entreprises et de faciliter les échanges.



Pour en savoir plus

## Bhoutan: Gestion des frontières en vue de faciliter un commerce sûr des produits agroalimentaires

Dans le cadre d'un PPG du STDF, une proposition de projet a été élaborée au Bhoutan pour permettre aux parties prenantes nationales et aux partenaires internationaux de convenir de mesures visant à renforcer les capacités d'inspection et de contrôle des produits alimentaires d'origine végétale et animale à la frontière. Le projet encourage la coordination entre les organismes présents aux frontières et les réformes en matière de facilitation des échanges tout en répondant aux besoins des commerçantes. Par ailleurs, les travaux d'analyse menés dans le cadre du PPG ont également été incorporés dans le plan de développement national et ont servi de base à la Banque mondiale pour le financement de l'approche "Une seule santé", destinée renforcer la résilience du système de santé national.



Pour en savoir plus

# Les études de faisabilité

## dans les faits



## Tanzanie/Zimbabwe: Faire avancer les normes de l'OMSA pour le commerce axé sur les produits de base

Dans le cadre de deux PPG du STDF, le Royal Veterinary College du Royaume Uni a réalisé des études en Tanzanie et au Zimbabwe sur les coûts et les prescriptions nécessaires au respect des normes de l'OMSA pour la lutte contre la fièvre aphteuse, ainsi que sur les bénéfices escomptés. Les études ont exploré la faisabilité de créer une zone exempte de maladies en Tanzanie et de développer le commerce axé sur les produits de base au Zimbabwe. Les résultats ont été partagés avec le Comité SPS pour appuyer les travaux des responsables des services vétérinaires à l'échelle mondiale et ont mis en évidence la nécessité pour les pays d'identifier et de développer des marchés d'exportation avant de créer des zones exemptes de maladies afin de tirer parti des investissements réalisés. Les services vétérinaires prévoient de mobiliser des ressources pour le suivi.



Pour en savoir plus PPG-550

## Nioué: Un partenariat dans le Pacifique soutient les exportations de miel

À Nioué, une étude de faisabilité menée dans le cadre d'un PPG du STDF a démontré l'intérêt d'investir dans un sanctuaire pour les abeilles du Pacifique. Cette initiative a incité le Forum des îles du Pacifique à élaborer une approche à l'échelle du Pacifique pour la filière apicole et à renforcer son potentiel d'exportation. Autre avantage, le PPG a joué un rôle décisif en mettant en relation le réseau de parties prenantes de la filière du miel à Nioué et les partenaires régionaux et mondiaux en vue de favoriser l'expansion. À ce jour, Niue Honey s'est implantée avec succès en Nouvelle-Zélande et en Australie et des plans sont en cours pour conquérir d'autres marchés.



Pour en savoir plus

## SADC: Mise en place d'un laboratoire mobile accrédité pour les essais de sécurité sanitaire des produits alimentaires

L'étude réalisée dans le cadre d'un PPG du STDF a porté sur la faisabilité, l'impact potentiel et la viabilité économique d'un laboratoire mobile accrédité ISO 17025 pour les essais de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans la SADC, l'accent étant mis sur l'Afrique du Sud, la Namibie, l'Eswatini et le Lesotho. Les discussions avec les parties prenantes ont

révélé que le projet conférait des avantages concurrentiels et qu'il était commercialement viable, car le laboratoire permettrait d'obtenir la certification plus rapidement. Un modèle en 3D a été conçu et imprimé afin de visualiser le laboratoire mobile. Les parties prenantes s'emploient désormais à trouver un financement pour la construction et la mise en service du véhicule.



Pour en savoir plus

## Pérou: Utilisation du zonage pour le contrôle des maladies infectieuses dans l'aquaculture

Une étude de faisabilité menée dans le cadre d'un PPG du STDF a permis d'identifier le zonage comme une solution viable pour le contrôle des maladies infectieuses de la crevette blanche et d'élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de lignes directrices de l'OMSA et de la FAO relatives au zonage. Ce travail a permis au gouvernement péruvien de réaliser des investissements additionnels pour le suivi, notamment dans le cadre d'un nouveau projet dirigé par la FAO et financé par la Corée. Ce projet intègre l'utilisation des technologies intelligentes et numériques (IA) afin de réduire les risques liés à la biosécurité, ce qui devrait favoriser une gestion plus efficace de la santé des animaux aquatiques et promouvoir des pratiques de production durables.



Pour en savoir plus

## Afrique de l'Ouest: Utilisation d'outils numériques pour faciliter le commerce de produits alimentaires sûrs

Dans une étude de faisabilité soutenue par le STDF, les auteurs ont examiné la façon d'utiliser les outils numériques pour mieux respecter les normes de sécurité sanitaire en Afrique de l'Ouest, étant donné que les pays de la région disposent de peu de laboratoires et d'organismes de certification ou d'inspection reconnus au niveau international, et que leur accès à ces derniers est limité. Dans le prolongement de cette étude, une proposition a été formulée en vue d'utiliser des outils informatiques pour faciliter l'accréditation virtuelle, l'évaluation de la conformité et le renforcement des capacités. Le projet, approuvé par neuf pays, est dirigé par l'ONUDI en collaboration avec l'organisme régional d'accréditation (SOAC).



Pour en savoir plus

# Les outils d'évaluation des capacités/P-IMA



## Gambie: Renforcement du système national de protection phytosanitaire avec l'outil ECP

Dans le cadre du PPG du STDF, l'outil ECP de la CIPV a été utilisé pour renforcer le système national de préservation des végétaux en Gambie, en réalisant une évaluation complète des lacunes du pays en matière de capacités phytosanitaires et en élaborant un projet visant à mettre en œuvre des points d'action. Grâce à cet appui, la Gambie a été en mesure de remplir les conditions nécessaires pour devenir la 183<sup>ème</sup> partie contractante à la CIPV. À l'avenir, la CIPV collaborera étroitement avec la Gambie pour la mise en œuvre de l'outil ECP au niveau national.



Pour en savoir plus

## Madagascar: Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS au moyen du cadre P-IMA

Le PPG du STDF a aidé Madagascar à utiliser le cadre P-IMA pour classer par ordre de priorité les options d'investissement SPS pour l'accès aux marchés dans les chaînes de valeur orientées vers l'exportation, en s'appuyant sur une évaluation effectuée avec l'outil ECP de la CIPV. Cette démarche a fourni des données et une analyse pour guider l'élaboration des projets SPS, mobiliser des financements et faciliter le dialogue entre les secteurs public et privé. Elle a sensibilisé aux avantages qu'il y avait à investir dans les capacités SPS et appuyé la prise de décision des membres du Comité SPS national et l'élaboration du Plan d'action SPS national.



Pour en savoir plus

## Équateur: Formation de facilitateurs pour l'application du cadre P-IMA

Dans le cadre du PPG, qui a utilisé une approche pilote testée dans les Caraïbes, 10 facilitateurs hispanophones ont bénéficié d'une formation sur l'application du cadre P-IMA du STDF. Il y avait notamment des fonctionnaires équatoriens et des représentants de l'IICA capables de soutenir le déploiement futur dans la région. Le PPG a contribué à mieux faire comprendre l'importance des questions SPS dans les secteurs public et privé et à mobiliser des soutiens pour le financement des priorités SPS. Dans le prolongement de cette initiative, l'IICA envisage désormais d'appliquer le cadre P-IMA en Équateur.



Pour en savoir plus

## Cabo Verde: Renforcement des capacités de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires avec l'outil OMS/FAO

Le PPG a permis d'appliquer l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments afin d'évaluer les résultats et de renforcer le système national de contrôle des aliments à Cabo Verde, qui souffre d'un manque de réglementation harmonisée et de capacités limitées en matière d'analyse des risques liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Une partie des ressources est consacrée à l'élaboration d'une proposition de projet visant à résoudre les principaux défis SPS de Cabo Verde en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et d'accès aux marchés, qui ont été recensés lors de l'évaluation. Tout cela contribuera à l'élaboration d'une feuille de route nationale permettant de renforcer le système de sécurité sanitaire des produits alimentaires.



Pour en savoir plus

# Coup de projecteur sur la

---

# Collaboration pour des solutions en faveur d'un commerce sûr

---

# Catalyser la coopération entre les secteurs public et privé pour renforcer les capacités SPS

## Des projets menés à l'échelle mondiale ont comblé les lacunes en matière de données sur les pesticides et dynamisé la collaboration régionale

### Impact d'un commerce sûr

*À l'issue des projets, des données ont été générées pour établir plus de 10 nouvelles LMR du Codex et 13 pays ont enregistré des pesticides à faible risque, contribuant ainsi au respect des normes internationales applicables au commerce.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

Les pesticides présents sur les fruits et les légumes tropicaux en provenance des pays en développement suscitent souvent des préoccupations commerciales, car les exportations sont susceptibles d'être rejetées. En ce qui concerne ces cultures, il y a peu de limites maximales de résidus (LMR) ainsi que des lacunes dans les données sur les résidus, auxquelles s'ajoutent des coûts élevés liés à la production de ces données et à l'enregistrement de nouveaux pesticides.

### Solution pour un commerce sûr

Les projets du STDF sur les LMR en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine ont mis en relation les secteurs public et privé en vue de tester un modèle collaboratif visant à élargir les programmes sur les résidus et à favoriser le respect des normes du Codex, et d'en tirer des enseignements. Ces efforts ont permis de mener des études coordonnées sur les résidus de pesticides et de réaliser 62 essais sur le terrain. Une évaluation externe a révélé que le STDF apportait une valeur ajoutée et contribuait à l'harmonisation régionale. Les agriculteurs ont bénéficié d'un appui pour l'utilisation de pesticides de nouvelle génération, ce qui a apporté des avantages supplémentaires en matière de

productivité agricole, d'environnement et de sécurité des consommateurs. Les effets du projet se sont maintenus aux niveaux régional et mondial, plus de 160 scientifiques et fonctionnaires gouvernementaux ayant acquis de nouvelles compétences sur les données relatives aux résidus de pesticides, ce qui a favorisé la participation active au Codex et à d'autres instances. Les projets ont joué un rôle déterminant en réunissant les autorités gouvernementales des secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'environnement et du commerce, ainsi qu'en encourageant les partenariats public-privé liés aux travaux des membres du STDF. Les résultats ont été à l'origine d'efforts plus larges déployés à l'échelle mondiale dans le domaine des pesticides et ont été reconnus à la Conférence ministérielle de l'OMC de 2017. La Minor Use Foundation a été créée en vue d'élargir les options en matière de pesticides à faible risque pour les produits tropicaux au niveau mondial, en faisant fond sur les bases techniques et les résultats des projets.

### Points de vue

*En Afrique, le projet du STDF a encouragé et favorisé l'harmonisation régionale des LMR de pesticides par la CAE. La CEDEAO tient à reproduire ces expériences, ce qui prouve l'effet catalyseur du projet.*

**John Oppong-Otoo, UA-BIRA**

*Les projets régionaux du STDF en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont facilité l'enregistrement des pesticides à faible risque pour des produits comme l'avocat et la mangue. Ce travail a conduit à l'adoption de nouveaux outils de protection phytosanitaire qui ont entraîné une augmentation d'environ 20% du revenu agricole moyen des producteurs dans les pays bénéficiaires. Ces succès ont donné lieu à la création de la Minor Use Foundation en 2018.*

**Anna Gore, citation de la Minor Use Foundation**

*Les équipes nationales des trois régions ont affirmé que le projet ... contribuait aux efforts d'harmonisation régionale. Les projets du STDF ont prouvé que le modèle collaboratif mené sur le terrain pouvait donner les résultats souhaités.*

**Stuart Slorach, évaluateur externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:**

**5**

Afrique

**8**

Asie du Sud-Est

**5**

Amérique Latine



**DIRIGÉS PAR:** l'UA-BIRA; le Secrétariat de l'ASEAN; l'IICA; avec divers partenaires, notamment le projet IR-4 (Université Rutgers), l'USDA, la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides, le secteur privé (Dow, Syngenta, Valent/Sumitomo)



**CALENDRIER:** 2012-2017  
(évaluation externe publiée en 2019)



**FINANCEMENT DU STDF:** 1,46 million d'USD  
(valeur totale des projets: 3,5 millions d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
PPP/Environnement



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-359, PG-436  
et PG-337

# Coopération régionale en vue d'atteindre les objectifs SPS pour un commerce sûr

## Région du cône Sud: Application de mesures phytosanitaires pour élargir l'accès aux marchés

### Impact d'un commerce sûr

*Contribution des mesures phytosanitaires à l'amélioration des résultats commerciaux régionaux: les exportations de fruits de la région du COSAVE ont augmenté de 70% entre 2015 et 2022. Les exportations de céréales ont doublé au cours de la même période.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

Bien que les pays en développement soient de grands producteurs et exportateurs de végétaux et de produits végétaux, ils rencontrent des problèmes de capacité pour préserver la santé des végétaux tout en facilitant les échanges et l'accès aux marchés. En Amérique latine, des pays ont reconnu la nécessité de se réunir pour combler les lacunes.

### Solution pour un commerce sûr

Le projet du STDF mené dans la région du cône Sud des Amériques a donné des résultats significatifs en ce qui concerne l'adoption de mesures phytosanitaires visant à élargir l'accès aux marchés au moyen d'une solide coopération régionale. Le projet a été mené par l'IICA en collaboration avec le Comité phytosanitaire du cône Sud (COSAVE), les ONPV et la CIPV. Au total, 112 agents phytosanitaires des 7 États membres du COSAVE ont participé à des activités de surveillance, d'analyse des risques phytosanitaires et d'évaluation de l'impact des

mesures phytosanitaires. Les résultats d'une évaluation indépendante montrent que le projet a amélioré les inspections et la certification phytosanitaire et renforcé les capacités des acteurs régionaux à obtenir de meilleurs résultats en matière de négociations commerciales et d'accès aux marchés pour leurs produits agroalimentaires. Les réseaux formés dans le cadre du projet ont également amélioré la confiance entre les autorités, ce qui a conduit à l'adoption de mesures phytosanitaires souples et simplifiées et à l'établissement de liens solides entre les secteurs public et privé. En ce qui concerne l'avenir, le COSAVE et ses membres se sont engagés à pérenniser les effets, notamment en favorisant une collaboration étroite avec le secteur privé dans le cadre des futures initiatives phytosanitaires.

### Points de vue

*Les ONPV et l'IICA se sont fermement engagés en faveur du projet, qui a évolué d'une manière coordonnée et participative. Les outils techniques ont été très utiles pour les pays et ont eu une incidence positive sur la facilitation des échanges.*

### Directeurs du COSAVE

*Le projet s'est vu attribuer des notes élevées pour avoir atteint des objectifs régionaux importants (amélioration des compétences et de la confiance; meilleure harmonisation dans l'application des normes spécifiques; renforcement de la surveillance, de l'évaluation des risques phytosanitaires et des capacités d'inspection et d'analyse de l'impact; et amélioration des communications, de la coordination et de la confiance au niveau régional). Tout cela, conjugué à d'autres facteurs, contribue à améliorer les résultats commerciaux et l'accès aux marchés, et permet à la région de maintenir son statut phytosanitaire.*

**Andrea Spear, évaluateur externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou et Uruguay



**DIRIGÉ PAR:** l'IICA en collaboration avec le COSAVE, les ONPV et la CIPV



**CALENDRIER:** 2015-2019  
(évaluation externe publiée en 2023)



**FINANCEMENT DU STDF:** 1,08 million d'USD  
(valeur totale du projet: 1,80 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
Réduction des coûts commerciaux/PPP



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-502

# Un partenariat public-privé sud-sud pour relever un défi SPS commun

## La création de zones exemptes a renforcé la production et les exportations de fruits en Afrique australe

### Impact d'un commerce sûr

*Augmentation exponentielle des exportations de fruits au Mozambique après la création de zones exemptes et de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles, avec une hausse des exportations d'avocats de près de 260% entre 2020 et 2023, et le lancement d'exportations comme celles de la papaye.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

L'Afrique du Sud exporte des volumes considérables de fruits tropicaux et autres fruits frais, et le Mozambique dispose d'un énorme potentiel pour ses exportations de produits horticoles. Toutefois, la présence de mouches des fruits dans la région (mouche orientale des fruits, mouche du melon et mouche méditerranéenne) a de graves répercussions sur la production et le commerce.

### Solution pour un commerce sûr

Le projet d'éradication de la mouche des fruits, financé par le STDF, a démontré l'intérêt d'une lutte coordonnée contre les espèces de mouches des fruits envahissantes en vue de renforcer le potentiel de l'Afrique australe pour l'exportation de fruits. Sous la houlette du Conseil de recherche agricole (ARC), les partenaires des secteurs public et privé (ONPV, organismes de recherche et associations de producteurs en Afrique du Sud et au Mozambique) ont travaillé sur la surveillance, les plans d'action, la gestion de l'information,

la formation et la modélisation économique. Fruit Fly Africa et le gouvernement sud-africain ont signé un mémorandum d'accord et les partenaires des secteurs public et privé ont contribué à hauteur de 75% au budget du projet. Parmi les nouvelles technologies mises au point figuraient une application numérique et un piège intelligent. La surveillance de la mouche des fruits a contribué à renforcer la biosécurité, et l'établissement de seuils pour les pièges a permis aux acteurs régionaux de minimiser le risque d'infestation des fruits. Au total, 6 zones exemptes et 45 zones à faible prévalence d'organismes nuisibles ont été créées en Afrique australe (pour la mouche du melon, la mouche méditerranéenne des fruits et la mouche orientale des fruits) et les partenaires commerciaux en ont été informés. Les zones ont permis aux producteurs régionaux de démontrer la conformité aux normes phytosanitaires requises pour l'accès aux marchés. Les modèles économiques élaborés dans le cadre du projet ont mis en évidence les avantages des zones exemptes et des zones à faible prévalence d'organismes nuisibles. Par ailleurs, le cadre d'identification et de maintien de ces zones peut aussi être déployé à plus grande échelle dans d'autres pays de la SADC pour intensifier l'impact.

### Points de vue

*Les producteurs de fruits et de légumes au Mozambique peuvent désormais souffler, car le projet Fruit Fly Free leur permet de reconquérir certains marchés d'exportation en créant des zones depuis lesquelles ils pourront continuer d'exporter.*

**Laura Canhanga, Université Eduardo Mondlane**

*Le projet a été considéré comme une première en raison de son approche qui a abouti à la création de zones exemptes et de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles dans une région d'aussi grande envergure ... Les données suggèrent qu'il existe une corrélation positive entre le maintien de l'accès aux marchés et la création de zones à faible risque pour le commerce des fruits, en particulier vers les principaux marchés comme celui de l'UE, qui ont des réglementations strictes sur les parasites ciblés.*

**Project Economics Consulting, évaluation externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** Afrique du Sud; Mozambique



**DIRIGÉ PAR LE:** Conseil de la recherche agricole, Afrique du Sud, avec un consortium de partenaires



**CALENDRIER:** 2020-2023  
(évaluation externe publiée en 2024)



**FINANCEMENT DU STDF:** 721 584 USD  
(valeur totale du projet: 2,89 millions d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
PPP/Environnement



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-567

# Dialogue entre les secteurs public et privé et coopération nationale dans le domaine SPS

## Une réduction de la contamination du maïs au Burkina Faso a favorisé le commerce de produits alimentaires sûrs

### Impact d'un commerce sûr

*Réduction de 75% de la contamination du maïs et augmentation de 31% des exportations de maïs (2018-2021). Augmentation des revenus annuels moyens des producteurs, passant d'environ 600 USD à 2 600 USD.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

Le maïs est l'une des principales céréales cultivées par les petits exploitants agricoles au Burkina Faso pour la consommation locale et l'exportation. Cette plante étant très sensible à la contamination par les aflatoxines, le respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires est essentiel pour développer la chaîne de valeur du maïs et protéger la santé publique nationale.

### Solution pour un commerce sûr

Le gouvernement du Burkina Faso a collaboré étroitement avec le secteur privé dans le cadre d'un projet conjoint STDF CIR visant à réduire la contamination du maïs par les aflatoxines dans la chaîne de valeur afin de respecter les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires applicables à l'importation et de promouvoir la santé publique. Le dialogue et la coopération multisectoriels dans le cadre du projet ont favorisé l'échange de connaissances, l'innovation et de nouvelles solutions pratiques pour lutter contre la contamination du maïs. Plus de 70 facilitateurs et techniciens de laboratoire ont été

formés en tant que formateurs à l'utilisation du biopesticide Aflasafe, ainsi qu'aux techniques d'échantillonnage et d'analyse pour détecter les aflatoxines dans le maïs. L'Aflasafe a été testé sur le terrain comme solution de remplacement pour réduire la contamination par les aflatoxines. Le Laboratoire national de santé publique et l'Agence nationale de normalisation ont commencé à utiliser des tests rapides innovants pour mesurer les niveaux d'aflatoxines. La teneur en aflatoxines du maïs analysé dans les zones du projet a diminué de plus de 75% et la valeur des exportations de maïs est passée de 1,6 million d'USD à 2,2 millions d'USD entre 2018 et 2021. Cela s'explique par l'adoption de nouvelles pratiques agricoles visant à garantir que le maïs du pays est prêt pour l'exportation.

### Points de vue

*Après avoir appris à utiliser des biopesticides et à appliquer les bonnes pratiques dans la culture, la récolte, le séchage, l'égrenage et le stockage du maïs, nous avons fortement amélioré nos rendements et la qualité de nos produits. Maintenant, nous espérons vendre davantage et augmenter nos revenus.*

**Issoufou Porgo, agriculteur et membre de la Confédération paysanne du Burkina Faso**

*Le projet a amélioré nos approvisionnements. Auparavant, nous rencontrions d'énormes problèmes à cause des aflatoxines dans les régions où nous nous procurions nos produits. Grâce aux efforts déployés dans le cadre du projet, les agriculteurs ont bénéficié d'une formation théorique et pratique, ce qui s'est traduit par une baisse considérable des niveaux de contamination par les aflatoxines. En conséquence, le taux de rejet de nos produits finis a diminué.*

**Mariam Konate, Agroserv Burkina Faso**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** Burkina Faso



**DIRIGÉ PAR:** l'UNMO du CIR en partenariat avec la Confédération paysanne du Burkina Faso



**CALENDRIER:** 2019-2022



**FINANCEMENT DU STDF:** 544 402 USD  
(valeur totale du projet: 0,85 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
PPP



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-566

# Une plate-forme SPS multipartite pour stimuler des partenariats en faveur du commerce sûr

## Améliorer l'accès aux marchés pour les fruits et légumes en provenance d'Ouganda

### Impact d'un commerce sûr

*Réduction de 90% des interceptions de piments entre 2018 et 2022, ce qui a stimulé le secteur privé et entraîné une augmentation du nombre d'exportateurs (250 en 2022 contre 67 en 2019).*

### Défi à relever pour un commerce sûr

L'agriculture est le fondement de l'économie ougandaise et le secteur est essentiel pour promouvoir la croissance économique du pays. Toutefois, les exportations de fruits et légumes frais ont diminué faute de conformité avec les normes SPS internationales et les exportations vers l'UE ont été rejetées en raison de la présence d'organismes nuisibles.

### Solution pour un commerce sûr

Un projet multipartite soutenu par le STDF et les Pays-Bas a aidé l'Ouganda à améliorer sa conformité aux normes SPS dans le secteur des fruits et légumes, dans le but d'un accès aux marchés de l'UE et aux marchés régionaux. Dirigé par le CABI, et s'appuyant sur une forte collaboration entre les secteurs public et privé, ce projet a permis aux acteurs de développer leurs compétences tout au long des chaînes de valeur, ayant permis de former 1 400 agriculteurs à la gestion des menaces phytosanitaires qui visent les principaux produits de base. En outre, le projet a permis de concevoir un nouveau cursus sur la sensibilisation aux questions SPS et la conformité, axé sur les bonnes pratiques agricoles en matière de lutte antiparasitaire

intégrée, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les prescriptions à l'exportation; dont continuent de bénéficier les agriculteurs, les producteurs et les agents de vulgarisation. Une plate-forme SPS multipartite a été créée, réunissant 168 représentants des gouvernements, des entreprises et des partenaires de développement pour stimuler les synergies dans le secteur, gérée par l'Alliance ougandaise pour le commerce des produits agricoles. Afin d'accélérer les démarches et d'améliorer l'exactitude et la transparence, des inspecteurs phytosanitaires ont été formés au traitement des certificats ePhyto. Tout cela a aidé à réduire le nombre d'interceptions affectant les exportations de produits horticoles. Les résultats positifs du projet ont entraîné un investissement additionnel de l'UE, s'élevant à 8 millions d'euros, dans le renforcement des capacités horticoles pour un plus grand impact.

### Points de vue

*Le Ministère de l'agriculture s'engage à apporter un soutien et à tout mettre en œuvre, avec les agriculteurs et les agents de vulgarisation, pour que l'Ouganda puisse continuer à exporter des produits de qualité.*

**Brenda Kisingiri, Ministère ougandais de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche**

*En tant qu'acteur du secteur privé, et en particulier dans le cadre de l'association HortiFresh, nous avons pu encourager et promouvoir l'autoréglementation parmi nos membres, en complément des travaux de réglementation officiels effectués par les inspecteurs des ministères nationaux pour assurer la conformité et faciliter les échanges de produits de qualité avec nos partenaires commerciaux.*

**Joshua Baguma, Association HortiFresh (Ouganda)**



## En bref



**PAYS PARTICIPANT:** Uganda



**DIRIGÉ PAR:** CABI et du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche en partenariat avec l'Alliance ougandaise pour le commerce des produits agricoles et les exportateurs de fruits et légumes frais



**CALENDRIER:** 2019 – 2022



**FINANCEMENT DU STDF:** 484 788 d'USD  
(valeur totale du projet: 0,88 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
PPPs/eCert



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-543

# Coup de projecteur sur

---

# l'innovation au service des solutions pour un commerce sûr

---

# Élaborer et piloter de nouvelles solutions pour renforcer les capacités SPS

## Solution ePhyto: faciliter un commerce sûr des végétaux et des produits végétaux

### Impact d'un commerce sûr

*Plus de 130 pays sont connectés à la plate-forme ePhyto, dont 90 l'utilisent pour échanger des certificats électroniques avec leurs partenaires commerciaux depuis la mise en service en 2017.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

Traditionnellement, les pays exportateurs utilisaient des certificats phytosanitaires sur papier pour satisfaire aux prescriptions SPS internationales. Les progrès des systèmes sans papier simplifient le processus de certification, mais engendrent aussi des coûts additionnels et s'appuient sur des systèmes complexes qui ont laissé de côté de nombreux pays en développement.

### Solution pour un commerce sûr

Un projet phare financé par le STDF a amorcé l'échange électronique de certificats phytosanitaires, qui confirment que les végétaux et les produits végétaux sont exempts d'organismes nuisibles et de maladies. La solution ePhyto, qui comprend le GeNS et un serveur d'échange harmonisé (plate-forme), a réduit le coût et la complexité de l'échange de certificats, permettant aux pays ayant des ressources limitées de faciliter le commerce sûr. Le projet, dirigé par la CIPV, a joué un rôle déterminant pour mettre en marche l'utilisation de la certification SPS électronique (eCert) dans le monde entier, plus de 7 millions de certificats ayant été échangés depuis 2017. Le projet s'est appuyé sur l'expérience et les connaissances des organisations internationales travaillant sur l'eCert et des organismes de réglementation d'échelle mondiale. Il

a également encouragé la coopération entre les secteurs public et privé, mobilisant le soutien des associations professionnelles et des entreprises privées pour tester et affiner la solution ePhyto dans les pays en développement. Une évaluation indépendante a montré que ce projet pilote innovant suscite la création de nouveaux partenariats qui adoptent la solution et amplifient ses retombées. En permettant des économies de temps et de coûts dans le commerce, le projet a montré comment la numérisation peut révolutionner les échanges de certificats SPS, et il favorise le lancement de nouveaux travaux visant à faire avancer l'eCert. Cela inclut également eVet, solution pilotée dans le cadre d'un projet régional du STDF visant à contribuer à l'amélioration du commerce des produits d'origine animale.

### Points de vue

*La solution ePhyto de la CIPV transforme le commerce mondial des produits agricoles en numérisant les certificats phytosanitaires, en renforçant la sécurité, en réduisant la fraude et en limitant les coûts opérationnels. Cette innovation a accéléré la transformation numérique dans le domaine des documents commerciaux.*

**Osama El Lissy, ancien Secrétaire, Secrétariat de la CIPV**

*La solution ePhyto a eu des retombées positives sur les capacités SPS, la facilitation des échanges et l'environnement, et constitue un bon exemple du rôle que joue le STDF dans la mise en place d'améliorations dynamiques en matière SPS. La circulation simplifiée des certificats ePhyto a facilité les échanges, y compris pour les ONPV des pays les moins avancés ... Les résultats obtenus ont été reconnus dans le monde entier. Il a également été reconnu que cette solution contribue à l'acceptation et à la mise en œuvre plus larges de la certification SPS électronique.*

**Neil Pogorelsky, évaluateur externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:**  
Pays en développement



**DIRIGÉ PAR:** FAO



**LES PARTENARIATS POUR LA POURSUITE DE LA MISE À L'ÉCHELLE FONT INTERVENIR LES ENTITÉS SUIVANTES:**

BA&D, ASEAN, UA-CPI, CABI, FAO, GATF, CIPV, PACER PLUS, TFSP, TradeMark Africa, CESAP, Groupe consultatif industriel (FIS, IGTC et autres).



**CALENDRIER:** 2017 – 2020  
(évaluation externe publiée en 2023)



**FINANCEMENT DU STDF:** 1,12 millions d'USD  
(valeur totale du projet: 1,72 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
eCert/PPP



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-504

# Essai d'une nouvelle approche pour relever les défis SPS régionaux

## L'utilisation de biopesticides a réduit les résidus et facilité le commerce sûr

### Impact d'un commerce sûr

*Des études réalisées dans deux pays d'Asie ont montré que l'utilisation de biopesticides, en combinaison avec des produits classiques, avait réduit de moitié les LMR de pesticides, soutenant ainsi le potentiel d'exportation de toute la région.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

Le respect des LMR de pesticides représente un défi commercial permanent pour les acteurs tout au long des chaînes de valeur agroalimentaires prioritaires en Asie, qu'ils soient des agriculteurs, des associations professionnelles ou des entreprises exportatrices. Une nouvelle approche était nécessaire pour relever les défis et maintenir les flux commerciaux.

### Solution pour un commerce sûr

En Asie, un projet pilote financé par le STDF a montré concrètement comment une approche novatrice consistant à utiliser des biopesticides à la fin de la campagne agricole réduit les LMR de pesticides et facilite l'accès aux marchés. Dirigé par APAARI dans 8 pays, le projet a permis à 170 fonctionnaires d'évaluer les données sur les résidus de pesticides dans des cultures, dont le chou, le basilic doux, le pitaya et le piment, cultivées par des millions de petits agriculteurs pour l'exportation. Les résultats obtenus ont eux mêmes aidé à l'élaboration de protocoles devant permettre aux agriculteurs de se conformer aux LMR du Codex. Les autorités de la région

prennent actuellement des mesures pour harmoniser leurs réglementations nationales relatives aux biopesticides avec les Lignes directrices de l'ASEAN, ce qui renforce les bonnes pratiques réglementaires du STDF pour réduire les coûts du commerce. Au niveau local, les partenariats avec les associations d'agriculteurs ont permis de sensibiliser et de faire adopter des pratiques agricoles durables. La coopération Sud-Sud a été assurée, Singapour ayant partagé ses compétences et des synergies ayant été créées dans le cadre de travaux semblables menés au Pakistan. Une communauté de pratique sur les biopesticides pour l'Asie et le Pacifique a été créée pour que les organismes de réglementation, l'industrie et d'autres bénéficient du réseau créé, afin d'améliorer la durabilité et de montrer comment fonctionne la facilitation du commerce sûr via l'innovation à l'échelle régionale.

### Points de vue

*Cet atelier [sur le projet 2023] est très utile en ce sens qu'il présente une manière plus efficace de réduire les résidus de pesticides. Atténuer les résidus de pesticides au moyen de biopesticides constitue le meilleur moyen d'obtenir des produits à faible teneur en résidus de pesticides en évitant aux agriculteurs de déboursier de grosses sommes et de craindre de mauvaises récoltes.*  
**Anik Hidayah, Institut indonésien de recherche sur l'environnement dans le secteur agricole**

*Grâce au projet du STDF, nous avons pu obtenir un soutien additionnel et complémentaire dans le cadre d'un nouveau projet d'évaluation des risques concernant les pesticides et les contaminants de deux ans, financé par le Département du commerce des États-Unis.*  
**Ruwanthi Mandanayake, Institut de recherche développement sur les cultures de plein champ, Département de l'agriculture, Sri Lanka**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** huit pays dont trois PMA: Bangladesh, Cambodge, RDP lao; Sri Lanka; Viet Nam; Indonésie, Malaisie, Thaïlande



**DIRIGÉ PAR:** APAARI avec AgAligned Global



**CALENDRIER:** 2020 – 2023



**FINANCEMENT DU STDF:** 899 586 d'USD  
(valeur totale du projet: 1,27 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
BPR/PPP



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-634 et projet régional en Afrique; projet régional en Amérique latine

# Déploiement régional de nouvelles technologies pour développer les capacités SPS

## Promotion de solutions informatiques pour la surveillance des organismes nuisibles et l'établissement de rapports en la matière dans la région Asie-Pacifique

### Impact d'un commerce sûr

*L'utilisation d'une application a permis d'améliorer la surveillance des parasites et a favorisé l'accès aux marchés pour les fruits et les légumes, ce que révèle une réduction des notifications de non-conformité dans quatre pays.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

La lutte contre les parasites et les maladies des végétaux est essentielle pour accroître le rendement et la qualité des cultures. La détection précoce au moyen de programmes de surveillance fondés sur les NIMP permet aux fonctionnaires, aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs de lutter contre les parasites d'une manière stratégique et économique. Pourtant, de nombreux pays en développement ne sont pas en mesure de mener cette lutte de façon constante.

### Solution pour un commerce sûr

Les outils informatiques innovants ont joué un rôle clé dans la surveillance des parasites et le suivi des données en la matière dans le cadre du projet régional du STDF dans la région Asie-Pacifique dirigé par le Ministère australien de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation. Le projet a renforcé la crédibilité concernant la situation relative aux organismes nuisibles déclarée auprès des partenaires

commerciaux potentiels, contribuant ainsi à améliorer l'accès aux marchés et à stimuler les exportations. Le personnel des ONPV de sept pays a été formé à l'utilisation d'une application "Pesttracker" spécialement conçue pour collecter des données géocodées relatives aux parasites sur le terrain et importer ces données dans un système d'information interne simple et peu coûteux aux fins d'une analyse. L'application a réduit les erreurs de collecte, de cartographie et de transfert des données et a aidé à la détection précoce des parasites soumis à quarantaine hautement prioritaires grâce au partage de données et aux alertes en temps réel. Aux Philippines, grâce à l'amélioration de la surveillance, le pays a pu apporter des preuves de sa situation relative aux organismes nuisibles du café et du cacao à ses partenaires commerciaux, ce qui l'a aidé à maintenir son accès aux marchés régionaux et internationaux pendant la pandémie. Au Cambodge, plus de 1,34 million d'arbres ont fait l'objet d'une étude visant à apporter un soutien concernant les obligations de notification, y compris en matière d'accès aux marchés pour les fruits en Chine. Plusieurs ONPV prévoient de continuer à utiliser les outils, tandis que les Philippines ont élaboré une version 2.0 de l'application pour deux produits de base afin de pérenniser les résultats.

### Points de vue

*Le projet a aidé le Viet Nam à exporter des longanes et des litchis frais vers les États-Unis, l'Australie, le Japon et Singapour. Grâce aux activités de surveillance et d'établissement de rapports dans le cadre du projet, les partenaires commerciaux du Viet Nam n'ont indiqué aucun avis de non-conformité pour les organismes nuisibles et les maladies pouvant être source de préoccupations sur le plan de la quarantaine pour ces fruits.*

#### **Équipe de surveillance de l'ONPV, Viet Nam**

*Le projet a aidé toutes les ONPV à améliorer leurs capacités de surveillance, leurs systèmes, la collecte de données et l'établissement de rapports... Dans l'ensemble, le projet a aidé tous les pays à obtenir et/ou à conserver l'accès aux marchés. Après la fin du projet, la plupart des ONPV utilisaient P-Tracker ou d'autres applications pour mener la surveillance, en élargissant son utilisation à de nouveaux produits et organismes nuisibles.*

#### **Project Economics Consulting, Évaluation externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** Cambodge, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, RDP lao, Thaïlande, Viet Nam



**DIRIGÉ PAR LE:** Ministère de l'agriculture, de la pêche et des forêts de l'Australie



**CALENDRIER:** 2016 – 2021  
(évaluation externe publiée en 2024)



**FINANCEMENT DU STDF:** 997 595 d'USD  
(valeur totale du projet: 1,71 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
Réduction des coûts commerciaux



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-432

# De nouveaux arrangements institutionnels pour améliorer l'accès aux marchés

## Le secteur public et le secteur privé favorisent un commerce régional sûr des aliments pour les animaux en Amérique latine

### Impact d'un commerce sûr

*Une incidence positive a été constatée sur l'accès aux marchés, y compris des améliorations dans les processus commerciaux: par exemple, l'enregistrement des produits d'aliments pour animaux importés en Bolivie a été ramené de trois mois à trois jours.*

### Défi à relever pour un commerce sûr

En Amérique latine, les aliments pour animaux jouent un rôle vital dans le commerce, les pays de la région étant à l'origine de plus de 15% de la production mondiale. Pourtant, le commerce régional était freiné par un manque de coordination et de connaissances des bonnes pratiques de la part de l'industrie et des autorités chargées de la réglementation.

### Solution pour un commerce sûr

Dans le cadre du projet du STDF dirigé par FEEDLATINA, les secteurs public et privé ont formalisé la coopération aux niveaux régional et national pour harmoniser les réglementations et améliorer la sécurité sanitaire des aliments pour animaux. Cette formalisation impliquait des accords régionaux portant sur un glossaire commun de concepts, une équivalence pour l'étiquetage et un certificat de vente libre harmonisé. Tout cela a réduit les coûts du commerce et a amélioré l'accès aux marchés pour les aliments pour animaux dans la région, en particulier pour les PME qui étaient auparavant bloquées par des procédures complexes et un manque de ressources. Par le biais du

Comité technique mixte du projet, une masse critique de personnes et d'institutions a été rassemblée autour de l'objectif consistant à élaborer une stratégie commune visant à garantir la sécurité sanitaire des aliments pour animaux dans la région, en tenant compte des intérêts, des besoins et des priorités tant des entreprises du secteur privé que des organismes du secteur public. Le soutien technique apporté par la FAO, l'IICA et l'OMSA pour satisfaire aux prescriptions SPS a renforcé les capacités des organismes de réglementation, des services vétérinaires, agricoles et de sécurité sanitaire des produits alimentaires, ainsi que du secteur privé. Le Paraguay, l'Équateur et la Bolivie ont pu renforcer leur autorité gouvernementale chargée des aliments pour animaux, accroître les effectifs du personnel technique et créer des règlements conformes aux normes internationales. Depuis la fin du projet, les réseaux continuent de collaborer pour stimuler le commerce intrarégional.

### Points de vue

*Le projet a été très utile pour assurer la coordination avec d'autres services officiels et échanger des connaissances scientifiques et techniques avec le secteur privé afin d'établir des réglementations nationales. Il a réellement amélioré les échanges économiques de produits destinés à la consommation animale. Nous continuerons de travailler à la promotion du commerce et des réglementations afin que notre région prospère.*  
**Juan García Cáceres, SENASAG, Bolivie**

*Le projet a eu un impact certain sur l'accroissement de l'importance relative des [aliments pour animaux], sur l'amélioration de l'accès aux marchés et sur la conception de règlements sanitaires relatifs aux produits d'alimentation animale dans toute la région ... Il a également sensibilisé à l'harmonisation de la réglementation commerciale dans un secteur où le sujet n'avait jamais été abordé auparavant dans une perspective régionale.*  
**José Ignacio Gómez, Évaluateur externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay



**DIRIGÉ PAR:** FEEDLATINA en partenariat avec la FAO, l'IICA et l'OMSA



**CALENDRIER:** 2014-2018  
(évaluation externe publiée en 2021)



**FINANCEMENT DU STDF:** 1,05 million d'USD  
(valeur totale du projet: 2,49 millions d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
BPR/PPP/Réduction des coûts commerciaux



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-345

# Mise en place d'un nouveau réseau régional pour faciliter un commerce sûr

## Essais de diagnostic relatifs à la santé animale homologués en Amérique centrale et dans les Caraïbes

### Impact d'un commerce sûr

*Les données commerciales des produits bénéficiant d'un soutien donnent à penser que le commerce a globalement augmenté depuis 2019 de 16,7% en moyenne dans l'ensemble de la région, avec des augmentations notables au Honduras (61%) et au Guatemala (40%).*

### Défi à relever pour un commerce sûr

La non-conformité avec les normes internationales entrave considérablement le commerce des animaux et des produits d'origine animale en Amérique centrale et dans les Caraïbes, comportant un risque d'introduction de maladies. Les ressources limitées et les systèmes de gestion insuffisants ont compromis la crédibilité des essais de la région.

### Solution pour un commerce sûr

Un projet soutenu par le STDF a permis de renforcer les capacités de laboratoires en Amérique centrale et dans les Caraïbes en accréditant les essais de diagnostic en laboratoire pour les maladies animales transfrontières prioritaires terrestres et aquatiques. Le projet a établi un nouveau réseau régional de laboratoires, l'objectif étant de renforcer les liens, de faciliter la formation conjointe et d'échanger des connaissances et des idées. Ce réseau a accru la disponibilité d'essais de diagnostic fiables et reconnus sur le plan international pour des maladies

spécifiques, tout en réduisant les coûts et le temps nécessaires à l'obtention de résultats. Trente-six essais de diagnostic ont été accrédités selon la norme ISO 17025 pour fournir des diagnostics et des résultats reconnus sur le plan international dans les secteurs de l'aquaculture, des bovins, de la volaille et du porc, ce qui a amélioré les possibilités commerciales. Au sein du réseau régional, huit laboratoires ont adopté un système de gestion de la qualité et ont fait en sorte que le personnel soit formé à l'accréditation. Grâce à l'approfondissement du dialogue entre les responsables des services vétérinaires et les directeurs de laboratoires, les parties prenantes du projet ont été informées des questions et des tendances en évolution en matière de santé animale pour les diagnostics et les essais en laboratoire au niveau régional. En œuvrant ensemble à l'élaboration d'une feuille de route pour le suivi, les laboratoires et les autorités gouvernementales ont créé des fondations durables.

### Points de vue

*L'accréditation de la culture des espèces de brucellose et le typage moléculaire de ces espèces nous ont permis d'identifier une nouvelle espèce: Brucellose nosferati, qui serait la première espèce du genre Brucella endémique en Amérique latine. Cette découverte permet d'envisager de nouvelles approches pour le contrôle de la maladie.*  
**Gabriela Hernandez Mora, Service national de santé animale du Costa Rica**

*Les éléments de preuve donnent à penser que l'accroissement des capacités de diagnostic du réseau régional de laboratoires et de la crédibilité des essais a eu une incidence positive sur les exportations des produits cibles, tant à l'intérieur de la région qu'à l'extérieur. Les pays ont constaté une croissance sur des marchés clés tels que ceux des crevettes et des bovins, avec l'ouverture ou la réouverture des marchés internationaux depuis le lancement du projet. En outre, la capacité régionale de prévention et de maîtrise rapides des maladies endémiques et transfrontières a été améliorée.*  
**Project Economics Consulting, Évaluation externe**



## En bref



**PAYS PARTICIPANTS:** Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine



**DIRIGÉ PAR:** l'OIRSA, en partenariat avec l'OMSA



**CALENDRIER:** 2016-2022  
(évaluation externe publiée en 2024)



**FINANCEMENT DU STDF:** 899 586 d'USD  
(valeur totale du projet: 1,27 million d'USD)



**TRAVAUX LIÉS À LA CONNAISSANCE:**  
Réduction des coûts commerciaux



**POUR EN SAVOIR PLUS:** PG-495

# Glossary

<b>AFE</b>	Accord sur la facilitation des échanges	<b>COP28</b>	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2023
<b>APAARI</b>	Association des institutions de recherche agricole de l'Asie et du Pacifique	<b>COSAVE</b>	Comité phytosanitaire du Cône Sud
<b>APFR</b>	Autres pays à faible revenu	<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>ARC</b>	Conseil de la recherche agricole (Afrique du Sud)	<b>ECAC</b>	Comité consultatif sur la certification SPS électronique
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	<b>eCert</b>	Certification électronique
<b>AUMN</b>	Association des Unions Maraîchères des Niayes (Sénégal)	<b>ECP</b>	Outil d'évaluation des capacités phytosanitaires
<b>BA5D</b>	Banque asiatique de développement	<b>ePhyto</b>	Certificat phytosanitaire électronique
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement	<b>eVet</b>	Certificat vétérinaire électronique
<b>BPA</b>	Bonnes pratiques agricoles	<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>BPR</b>	Bonnes pratiques réglementaires	<b>FDA</b>	Agence des médicaments et des produits alimentaires
<b>CABI</b>	Centre international pour l'agriculture et les biosciences	<b>FEEDLATINA</b>	Association des fabricants d'aliments pour animaux d'Amérique latine et des Caraïbes
<b>CAHFSA</b>	Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments	<b>FIS</b>	Fédération internationale des semences
<b>CARICOM</b>	Communauté et Marché commun des Caraïbes	<b>GATF</b>	Alliance mondiale pour la facilitation des échanges
<b>CDB</b>	Convention sur la diversité biologique	<b>GFSI</b>	Initiative mondiale sur la sécurité des aliments
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	<b>HACCP</b>	Analyse des risques et maîtrise des points critiques
<b>CEE-ONU</b>	Commission économique pour l'Europe de l'ONU	<b>IAG</b>	Groupe consultatif industriel (ePhyto)
<b>CESAP-ONU</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU	<b>IAS</b>	Espèces exotiques envahissantes
<b>CIPV</b>	Convention internationale pour la protection des végétaux	<b>ICC</b>	Chambre de commerce internationale
<b>CIR</b>	Cadre intégré renforcé	<b>IGTC</b>	Coalition internationale du commerce des céréales
<b>CM12</b>	12 <sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC	<b>IICA</b>	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	<b>ILRI</b>	Institut international de recherche sur l'élevage
<b>CODEX</b>	Commission du Codex Alimentarius	<b>IR-4</b>	Projet de recherche interrégional n° 4 (USDA)
<b>COLEAD</b>	Comité de liaison Entrepreneuriat-Agriculture-Développement	<b>ISO</b>	Organisation internationale de normalisation
<b>COMESA</b>	Marché commun de l'Afrique orientale et australe		

<b>ITC</b>	Centre du commerce international	<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe
<b>JMPR</b>	Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides	<b>SENASAG</b>	Service national de santé agricole et de sécurité sanitaire des produits alimentaires (Bolivie)
<b>LMR</b>	Limite maximale de résidus	<b>SFI</b>	Société financière internationale
<b>MEL</b>	Suivi, évaluation et apprentissage	<b>SIDA</b>	Agence suédoise de développement international
<b>MOU</b>	Mémorandum d'accord	<b>SOAC</b>	Système ouest africain d'accréditation
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises	<b>SPS</b>	Sanitaire et phytosanitaire
<b>NIMP</b>	Norme internationale pour les mesures phytosanitaires	<b>SSAFE</b>	Des aliments sains partout et pour tous
<b>NORAD</b>	Agence norvégienne de coopération pour le développement	<b>STDF</b>	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques	<b>TFAF</b>	Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges
<b>ODD</b>	Objectif de développement durable	<b>TFSP</b>	Programme d'appui à la facilitation des échanges (Banque mondiale)
<b>OIRSA</b>	Organisation internationale régionale pour la protection des plantes et la santé animale	<b>TMA</b>	TradeMark Africa
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale du commerce	<b>UA-BIRA</b>	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine
<b>OMD</b>	Organisation mondiale des douanes	<b>UA-CPI</b>	Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé	<b>UE</b>	Union européenne
<b>OMSA</b>	Organisation mondiale de la santé animale	<b>UNMO</b>	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale	<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international
<b>ONPV</b>	Organisation nationale de la protection des végétaux	<b>USDA</b>	Département de l'agriculture des États Unis
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	<b>ZLECAf</b>	Zone de libre-échange continentale africaine
<b>PFA</b>	Zone indemne		Zone à faible prévalence d'organismes nuisibles
<b>P-IMA</b>	Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés		
<b>PMA</b>	Pays les moins avancés		
<b>PPG</b>	Don pour l'élaboration de projets		
<b>PPP</b>	Partenariat public-privé		
<b>PVS</b>	Performances des services vétérinaires		
<b>R-U</b>	Royaume-Uni		
<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation		

Images ©STDF/José Carlos Alexandre

Images additionnelles: ©STDF

Conçu et imprimé par la Section de conception graphique et événementielle,  
impression et distribution de l'OMC

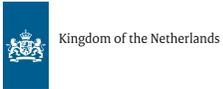
©STDF 2024

Publication en novembre 2024

Tous droits réservés. Autorisé pour un usage non commercial uniquement.

Toute autre utilisation est interdite.

Le STDF est soutenu par:





[www.standardsfacility.org](http://www.standardsfacility.org)

**PLUS:**

**SAVOIR**



[STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)

**POUR EN**



[#STDF](https://twitter.com/STDF)